



# FILLES, PAS EPOUSES

Le Partenariat Mondial pour  
la Fin du Mariage des Enfants



## LE SAVOIR, C'EST LE POUVOIR

Recherche menée par les jeunes pour aborder les dynamiques de pouvoir dans les processus de connaissance et de plaidoyer pour mettre fin au mariage des enfants et promouvoir l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest

**Résultats du Burkina Faso et du Niger**  
juillet 2024

# TABLE DES MATIÈRES

	<b>1</b>
<b>Table des matières</b>	<b>2</b>
<b>Acronymes</b>	<b>3</b>
<b>Remerciements</b>	<b>3</b>
<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>Méthodologie et limites</b>	<b>7</b>
Formation et développement des capacités	8
Collecte des données, rédaction des études de cas et processus de révision	10
Limites	10
Éthique et sauvegarde	11
<b>Conclusions</b>	<b>12</b>
L'impact des normes sociales sur l'éducation des filles et le mariage des enfants	12
L'impact des facteurs économiques sur l'éducation des filles et le mariage des enfants	18
L'impact de la qualité de l'environnement d'apprentissage sur l'éducation des filles et le mariage des enfants	21
L'impact de la crise sécuritaire et des déplacements sur l'éducation des filles et le mariage des enfants	25
<b>Recommandations pour renforcer la recherche menée par les jeunes</b>	<b>32</b>
<b>Conclusion et recommandations</b>	<b>33</b>
Donner la parole aux filles pour faire évoluer le discours sur les normes sociales en matière de mariage des enfants et d'éducation des filles	33
Vers une approche intégrée et inclusive du soutien aux filles impliquées dans le travail rémunéré et non rémunéré	34
Un appel pour une éducation de qualité, inclusive et culturellement pertinente	34
Sauvegarder les droits des filles déplacées à l'intérieur du pays grâce à l'éducation dans les situations de conflit	35

PHOTO DE COUVERTURE : Les jeunes chercheurs et l'équipe de soutien lors d'un atelier de recherche et de plaidoyer en 2023. Photo : *Filles Pas Epouses*

## ACRONYMES

AJEP :	Association des jeunes engagés dans l'action patriotique
CCNEJ :	Cadre Consultatif pour l'Enfance et la Jeunesse au Niger
CES :	Collège d'Enseignement Secondaire or Junior Secondary School
COGES :	Comité de Gestion des Établissements Scolaires
ECM :	Mettre fin au mariage des enfants
ECRIS :	Enquête Collective Rapide d'Identification des Conflits et des Groupes Stratégiques – Rapid Collective Survey for the Identification of Conflicts and Strategic Groups
VBG :	violence fondée sur le sexe
PDI :	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
LASDEL :	Laboratoire d'Étude et Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local – Research Laboratory on Social Dynamics and Local Development
MENAPL :	Ministère de l'Éducation, l'Alphabétisation et la Promotion des Langues Nationales – Ministry of Education, Literacy and Promotion of National Languages
NSAG :	Groupes armés non étatiques
OCHA :	Officier des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ONG :	Kalubalen Illimanta: Défi et Éducation
SAT :	Site d'Accueil Temporaire – Temporary Reception Site
SCOFI :	Scolarisation de la Fille – Decree 935 on the Protection, Retention and Support for young girls during schooling
DSSR :	Droits et santé sexuels et reproductifs
ST-ESU :	<i>Secrétariat Technique de l'Éducation en Situation d'Urgence</i> – Technical Secretariat for Education in Emergency Situations

## REMERCIEMENTS

Nous reconnaissons les réalisations des jeunes chercheurs qui ont conceptualisé et mené leurs travaux de recherche respectifs : Falmata Hamed Mallam Abba Falmata, Flora Kone, Idrissa Salissou Harouna, Mahaman Nouradine Saley Ibrahim, Mamadou Ousseini Teoma, Natacha Pegdwendé Silga, Salamatou Abdoul-Karim Yamba, Tidder Moussa Adamou, Zeilata Abdoulaye. Nous remercions tout particulièrement les évaluateurs Bothaina Eltigani et Silinganisiwe Dzumbunu de 'Adolescent Accelerators Research Hub'.

Nous remercions également le Laboratoire d'Étude et Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) au Niger qui a apporté son expertise technique et a guidé et soutenu chaque jeune chercheur tout au long du processus de recherche.

Ce rapport a également bénéficié de l'expertise des collègues travaillant dans différents domaines thématiques et dans le domaine de la communication avec *Filles, Pas Epouses*, notamment Mundia Situmbeko, Fatou Gueye Ndir, Emma Pearce, Jean Casey et Emma Sadd. Le rapport a été rédigé par Aïcha Awa Ba, consultante régionale en recherche et plaidoyer pour le projet EOL, *Filles, Pas Epouses*.



# INTRODUCTION

## Contexte

En Afrique de l'Ouest et du Centre, 39% des filles sont mariées ou en union avant l'âge de 18 ans. La région abrite sept des dix pays où la prévalence du mariage d'enfants est la plus élevée au monde. Le Niger a le taux de prévalence du mariage d'enfants le plus élevé au monde, avec 76 %, suivi de près par la République Centrafricaine (68 %), le Tchad (67 %), le Mali (54 %) et le Burkina Faso (52 %).<sup>2</sup> Au rythme actuel, il faudra encore 200 ans pour mettre fin au mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre.<sup>3</sup>

*Filles, Pas Epouses* met en œuvre un projet financé par Education Out Loud (EOL), qui vise à résoudre les problèmes liés au mariage des enfants et au manque d'accès des filles à une éducation de qualité. Il se concentre sur les pays de l'Afrique de l'Ouest francophone - en particulier le Burkina Faso et le Niger - qui affichent les taux de mariage d'enfants et de filles non scolarisées les plus élevés au monde.

L'objectif global du projet est d'encourager les organisations de la société civile et les autres acteurs travaillant sur l'éducation et le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et au niveau international à partager leurs connaissances et à renforcer le plaidoyer collectif pour la mise en œuvre de lois, de politiques et de programmes qui améliorent l'accès des filles à une éducation de qualité et leur maintien à l'école, et qui contribuent à mettre fin au mariage des enfants. Le projet a plus précisément pour but de:

1. Améliorer la coordination, le plaidoyer et le dialogue politique entre les coalitions nationales pour l'abolition du mariage des enfants, les coalitions pour l'éducation et les partenaires de développement au Burkina Faso et au Niger.
2. Établir et renforcer les liens entre les coalitions éducation et fin mariage des enfants et favoriser les alliances dans toute l'Afrique de l'Ouest afin de garantir l'apprentissage entre pairs, le partage d'informations et le renforcement des capacités de plaidoyer.
3. Intégrer l'apprentissage national et régional sur les approches efficaces en matière de programmes et de plaidoyer pour l'éducation des filles et l'élimination du mariage des enfants contribue dans les programmes d'apprentissage mondial.

## Les objectifs de la recherche

*Filles, Pas Epouses* estime que les jeunes activistes sont des agents essentiels et des sources de connaissances et de solutions dans le processus visant à mettre fin au mariage des enfants et à garantir l'accès à une éducation de qualité pour les filles. Le projet EOL comprend donc un volet de recherche mené par des jeunes, désigné à faire des jeunes défenseur.seuses des droits de l'homme des acteurs clés de la production, de l'analyse et de la diffusion de données et de preuves, et à fournir aux décideurs des recommandations fondées sur des preuves et exploitables pour mettre fin au mariage des enfants et promouvoir l'éducation des filles. L'objectif global de la recherche menée par les jeunes est d'aborder les dynamiques de pouvoir dans les processus de recherche et de plaidoyer :

- Mieux refléter les préoccupations et les priorités de la tranche d'âge la plus touchée par les problèmes liés à l'éducation des filles et au mariage des enfants.

---

<sup>1</sup> Le terme "mariage d'enfants" désigne toutes les formes - formelles et informelles - de mariage ou d'union d'enfants, précoce et forcé, dont l'une des parties au moins est âgée de moins de 18 ans.

<sup>2</sup> UNICEF/UNFPA, [Le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre, en bref, 2018](#).

<sup>3</sup> UNICEF (2023) La fin du mariage des enfants est-elle à portée de main ? Dernières tendances et perspectives d'avenir 2023 mise à jour. rep.

- Veiller à ce que les jeunes défenseurs disposent d'outils sophistiqués - telles que la recherche qualitative et les compétences en matière de prise de décision fondée sur des données probantes - pour mener des actions de plaidoyer en toute confiance.
- Créer une culture du plaidoyer fondée sur des preuves parmi les jeunes défenseurs afin de promouvoir la responsabilité et la crédibilité.
- Repenser qui a le pouvoir de produire et de diffuser les connaissances.

Les résultats de ce projet de recherche ont pour but de soutenir les travaux visant à mettre fin au mariage des enfants et à promouvoir une éducation de qualité pour les filles en Afrique de l'Ouest. Les principales parties prenantes sont les décideurs locaux, les ministères sectoriels et les autres représentants gouvernementaux concernés, les jeunes activistes, les organisations de la société civile, les organisations internationales, les médias et les communautés universitaires.

### Cadre conceptuel de la recherche menée par les jeunes

#### La connaissance, c'est le pouvoir : une recherche menée par des jeunes pour réexaminer la dynamique du pouvoir dans les processus de connaissance et de plaidoyer

Les acteurs des secteurs du mariage des enfants et de l'éducation, ainsi que d'autres domaines liés aux problématiques de genre, expriment une préoccupation croissante face aux inégalités de pouvoir et à l'eurocentrisme dans le cadre de la recherche, la production de connaissances et les pratiques de plaidoyer.<sup>4</sup> *Filles, Pas Epouses* reconnaît l'importance de favoriser la participation de jeunes à un haut niveau, de soutenir l'appropriation locale des solutions, de tirer parti d'approches innovantes et de combler les lacunes en matière de données probantes afin de remédier aux déséquilibres de pouvoir et de contribuer à une base de connaissances plus solide et plus diversifiée.

Grâce à ce projet de recherche mené par des jeunes, *Filles, Pas Epouses* vise à renforcer les systèmes de résistance à la marginalisation des jeunes ouest-africains - et en particulier les jeunes femmes, dans toute leur diversité - dans les sphères publiques aux niveaux local, national et international. Ils visent ainsi à renforcer les capacités des groupes sous-représentés et à contribuer à la création d'un environnement dans lequel ils peuvent exprimer leurs préoccupations, être reconnus et entendus dans les processus de prise de décision, consolidant ainsi leur position en tant qu'agents de changement dans la région. Le projet aborde également le manque de reconnaissance et de partage des connaissances provenant de la majorité mondiale<sup>5</sup> l, en promouvant les liens Sud-Sud et le partage intergénérationnel des connaissances.

#### Un cadre conceptuel décolonial et féministe

Le concept de recherche menée par les jeunes est basé sur la co-création, notamment par les réflexions et les discussions collectives et individuelles dans chaque projet, ce qui permet aux jeunes chercheurs de s'approprier le processus. Il utilise de divers outils conceptuels issus de la théorie féministe, de la recherche activiste, de la recherche<sup>6</sup> menée par les jeunes et de domaines de recherche critiques tels que l'analyse critique du discours. Cette recherche menée par des jeunes s'appuie également sur des pratiques locales.

<sup>4</sup> Connell, R. (2015). La rencontre au bord de la peur : la théorie à l'échelle mondiale. *Feminist Theory*, 16(1), pp. 49-66.

<sup>5</sup> McIlwaine, C. et Datta, K. (2003) "From feminising to engendering development", *Gender, Place & Culture*, 10(4), pp. 369-382. doi:10.1080/0966369032000155564.

<sup>6</sup> « La recherche militante est fondée sur une politique de solidarité. Une éthique de la recherche militante exige que nous ne nous contentions pas de défier le canon académique en ne gardant pas de distance, mais que nous allions beaucoup plus loin, que nous nous mettions activement en rapport avec nos "sujets de recherche", que nous nous engageons avec eux et que nous explorions les moyens de nous joindre à eux et de soutenir leurs luttes. » (Mama:2011)

Pour naviguer entre les différentes parties prenantes impliquées dans les processus de recherche et de plaidoyer, les jeunes chercheurs ont capitalisé sur leur ancrage local, leur connaissance des subtilités culturelles et des modes d'expression influencés par le genre, l'âge, l'ethnicité, la classe sociale et d'autres marqueurs d'identité. Les jeunes chercheuses ont estimé qu'elles se trouvaient dans une position privilégiée pour accéder à des récits plus authentiques des expériences des filles, car celles-ci pouvaient s'y identifier plus facilement.

Dans le cadre de son approche décoloniale et féministe, le projet de recherche a encouragé les jeunes chercheurs à réfléchir à leur propre position, à leur subjectivité, à leurs privilèges, à leur responsabilité aux dynamiques de pouvoir et aux structures oppressives - comme le colonialisme et le patriarcat - qui les entourent.<sup>7</sup> En reconnaissant l'influence de ces facteurs sur leurs pratiques professionnelles, les jeunes chercheurs ont pu établir des relations avec les participants à la recherche d'une manière plus informée et plus attentive.

Le processus de recherche a fait place à des méthodologies moins conventionnelles, à la co-création et à la créativité. En s'appuyant sur des outils de collecte de données qualitatives tels que les récits et les histoires de vie, il a cherché à contrer les pratiques qui ne permettent pas aux filles et jeunes femmes de prendre la parole. Cela dit, des processus rigoureux et objectifs ont été utilisés pour recueillir et présenter les résultats de la recherche, avec un examen systématique régulier de la conception de la recherche, de la collecte des données et de la rédaction des rapports par des chercheurs confirmés du [Laboratoire d'Étude et Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local](#) (LASDEL). La crédibilité des résultats était une préoccupation centrale, et les éléments qui ne répondaient pas aux normes de qualité et d'éthique attendues ont été écartés. Dans le cadre du programme de transformation du projet, les résultats de la recherche sont destinés à informer les processus de plaidoyer et l'élaboration de politiques visant à lutter contre le mariage des enfants et l'éducation des filles.

Ce projet vise également à remettre en question les notions conventionnelles concernant les connaissances considérées comme valables. Il s'agit notamment de renforcer les capacités et d'apporter un soutien financier et technique aux jeunes chercheurs et défenseurs des droits de l'homme afin qu'ils puissent eux-mêmes générer et partager des connaissances.<sup>8</sup>

Le corpus de connaissances concernant la prévalence, les tendances, les déterminants et les corrélats des mariages d'enfants s'est considérablement étendu au cours des cinq dernières années.<sup>9</sup> Cependant, les lacunes dans les preuves concernant la corrélation entre le mariage des enfants et l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest francophone - en particulier dans le contexte de crises multiples et interconnectées, ou "polycrise" - ont limité le plaidoyer de la société civile sur le mariage des enfants.

Le projet de la recherche mené par les jeunes vise à combler les lacunes de l'agenda de la recherche et des programmes en explorant des domaines d'intérêt émergents tels que l'agentivité des filles dans les processus de prise de décision. Le projet priorise la production et le partage de connaissances contextuelles, offrant de nouvelles façons de penser au mariage des enfants et une compréhension plus subtile des perspectives des principales parties prenantes, en fonction de leurs expériences vécues<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> Confronting Uncomfortable Truth : learning lessons for decolonising the Equality Institute's research and knowledge practices', The Equality Institute [Preprint].

<sup>8</sup> Grovogui, S. (2001). Venez en Afrique : Une herméneutique de la race dans la théorie internationale. *Alternatives : Global, Local, a Political*, 26(4), pp.425-448.

<sup>9</sup> Plesons, M. et al. (2021) Mise à jour des lacunes de la recherche sur l'élimination du mariage des enfants et le soutien aux filles mariées pour 2020-2030, Santé reproductive.

<sup>10</sup> More Than Brides Alliance (2021) A child marriage practitioners' guide to understanding new findings on girls' agency and decision-making. Disponible à l'adresse : [https://morethanbrides.org/mmwwk/wp-content/uploads/sites/6/2021/08/MTBA\\_KP1\\_EN\\_5.pdf](https://morethanbrides.org/mmwwk/wp-content/uploads/sites/6/2021/08/MTBA_KP1_EN_5.pdf) (Accès : 8AD).

## MÉTHODOLOGIE ET LIMITES

Le LASDEL a été sélectionné comme institut de formation et de supervision en raison de son expertise technique en matière de recherche qualitative et de son expérience dans l'élaboration de données probantes sur le mariage des enfants, l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes en Afrique de l'Ouest. Le LASDEL possède également une grande expérience en matière de formation et de supervision de jeunes chercheurs. Ils ont participé - en collaboration avec La [Plateforme pour mettre fin au mariage des enfants au Niger](#) et la [Coalition nationale contre le mariage des enfants au Burkina Faso](#) (la CONAMEB) - à la sélection de neuf jeunes chercheurs : sept du Niger et deux du Burkina Faso. Tous les jeunes chercheurs avaient entre 18 et 25 ans et six d'entre eux étaient des femmes. Comme le montre le tableau ci-dessous, tous les jeunes chercheurs travaillent ou étudient dans des domaines où ils ont été témoins de l'impact du mariage des enfants et/ou de l'éducation des filles.

**Tableau 1 : Résumé des jeunes chercheurs et des études de cas sélectionnées**

Nom et profil des jeunes chercheurs	Pays	Communauté	Thème de recherche
Zeilata Abdoulaye - Médecin et bénévole à <a href="#">SonGes</a>	Niger	Gaya, Katakou	Abandonner l'école : Expériences des filles Hawrou Police (filles employées de maison) de Gaya, site de Katakou
Salamatou Abdoul-Karim Yamba - Social worker and volunteer at <a href="#">Cadre Consultatif Nigérien pour les Enfants et les Jeunes (CNEJ)</a>	Niger	Zinder	L'influence des technologies de l'information et de la communication sur l'abandon scolaire des filles et sur les mariages précoces
Falmata Hamed Mallam Abba Falmata - Sociologue	Niger	Fandou Maiyaki	La gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire : Le cas du collège d'enseignement général de Fandou Maiyaki
Idrissa Salissou Harouna - Enseignant et volontaire à Kalubalen Ilimanta	Niger	Maradi	La violence à l'école : Un défi pour le maintien des filles à l'école (cas du CEG 9/Maradi)
Flora Kone - Chargée de partenariat à Action Agains Hunger Burkina Faso et volontaire à JAPAME	Burkina Faso	Pazani	L'impact de la crise sécuritaire sur l'éducation des filles de Pazani : Le cas des filles déplacées à l'intérieur du pays
Tidder Moussa Adamou - Étudiant	Niger	Bangabana, Niamey	Perceptions du mariage des enfants et de la déscolarisation des filles - L'école : un lieu de débauche ? Le cas de la commune V de Niamey (Bangabana).
Mahaman Nouradine Saley Ibrahim - Enseignante et bénévole à Kalubalen Ilimanta	Niger	Dan Issa	Responsabilités des parents dans le maintien des filles à l'école dans la commune rurale de Dan Issa
Natacha Silga Pegdwendé - Assistant and teacher at the Centre d'accueil Havre du Bon pasteur in Bobo Dioulassoba.	Burkina Faso	Dioulassoba	Les causes du mariage précoce des filles chez les Bobos mandarins de Dioulassoba (Bobo Dioulasso)
Mamadou Ousseini Teoma - Volunteer at the Association des Jeunes Engagés pour une Action Patriotique (AJEP) and PhD candidate	Niger	Torodi	Déplacement forcé et expérience des filles non scolarisées à Torodi

### Conception de la recherche

Le principe d'appropriation est au cœur de la recherche menée par les jeunes. Il encourage la collaboration entre les jeunes chercheurs et l'institut de recherche afin d'identifier et de formuler des questions de recherche qui abordent les problèmes de genre au niveau local liés au mariage des

enfants et à l'éducation des filles, et qui revêtent une importance personnelle pour les jeunes chercheurs.

À plusieurs reprises, les jeunes chercheurs ont été invités à réfléchir à leur lien personnel avec le mariage des enfants et l'éducation des filles, aux raisons pour lesquelles ces questions sont importantes et à leur rôle de défenseurs. Afin d'établir un cadre ciblé pour la recherche, les jeunes chercheurs ont sélectionné des thèmes basés sur.. :

- Fournir des preuves et/ou le point de vue des jeunes pour soutenir le plaidoyer visant à mettre fin au mariage des enfants et à promouvoir l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest.
- Concentrer la recherche sur la corrélation entre l'éducation des filles et l'élimination des mariages d'enfants.
- Effectuer une analyse spécifique du contexte, en examinant des domaines tels que les situations humanitaires, COVID-19, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les zones sujettes à des conflits affectées par des fermetures d'écoles et/ou une éducation tenant compte les personnes handicapées.
- Démonstration de la pratique de la transformation du genre en action.

À la fin de la formation en recherche, tous les jeunes chercheurs avaient affiné leurs thèmes de recherche avec l'aide de leurs mentors.

## Formation et développement des capacités

### Formation en recherche

Le LASDEL a été chargé de mettre en place une formation théorique et pratique en juin 2022 à Niamey, au Niger. La formation comprenait des modules sur

1. Exploration thématique des enjeux et défis de l'accès à l'éducation des jeunes filles en Afrique de l'Ouest
2. Enquête ethnographique
3. Entretien semi-structuré
4. Observation participative
5. Éthique de la recherche pendant la collecte des données
6. Méthodologie ECRIS (*Enquête Collective Rapide d'Identification des Conflits et des Groupes Stratégiques*)<sup>11</sup>
7. Rédaction d'une étude de cas
8. Élaboration de la toile
9. Définition des groupes stratégiques

---

<sup>11</sup> La méthodologie ECRIS est une enquête collective exploratoire. Le premier objectif de ce cadre est de développer, d'appliquer et d'affiner une pratique de recherche. Le deuxième objectif est de lancer des travaux d'analyse et d'identifier de nouvelles orientations de recherche. Le LASDEL applique cette méthodologie au lancement de tout projet de recherche afin de renforcer le travail collaboratif.



Les chercheurs du LASDEL ont dispensé une formation théorique, suivie d'un exercice pratique de collecte de données sur place. Elle s'est appuyée sur une méthodologie appelée ECRIS.<sup>12</sup> L'ECRIS, qui s'est déroulée au cours d'un atelier de formation de deux jours à Niamey, a permis à des chercheurs encadrés et à de jeunes chercheurs de commencer à travailler sur le terrain, au sein de quatre groupes distincts.

### **Formation en matière de sauvegarde**

En collaboration avec *Filles, Pas Epouses*, un module de formation participatif sur la sauvegarde a été conçu pour répondre aux besoins et aux spécificités du projet de recherche mené par les jeunes. La formation a porté sur les points suivants :

- Notions et concepts de base en matière de protection
- Domaines clés du cadre de sauvegarde de " *Filles, Pas Epouses*" et du projet EOL
- Mécanismes de signalement et de plainte
- Sauvegarde dans les processus de communication
- Sauvegarde dans la recherche menée par les jeunes
- Aperçu du code de conduite

### **Formation de plaidoyer**

Un atelier de développement des capacités de plaidoyer, organisé au Niger, a rassemblé de jeunes chercheurs et des membres de coalitions (travaillant sur la fin du mariage des enfants et l'éducation pour tous) du Niger et du Burkina Faso. Les objectifs spécifiques étaient de créer un espace pour les jeunes chercheurs afin de :

- Partager les résultats de leurs recherches
- Renforcer leur capacité de plaidoyer
- Identifier et planifier des activités de plaidoyer et de diffusion autour de la recherche menée par les jeunes
- Produire du matériel audiovisuel pour soutenir le plaidoyer autour de la recherche menée par les jeunes.

Les sessions d'introduction ont porté sur le plaidoyer, le leadership des jeunes et la dynamique du pouvoir, la prise de parole en public, les blogs, l'utilisation des médias sociaux en toute sécurité et la protection dans le cadre du plaidoyer.

La majorité des participants ont exprimé une plus grande confiance dans leur capacité à assumer des rôles de plaidoyer et à s'engager auprès des décideurs de leurs communautés, ce qui a été attribué aux progrès significatifs réalisés au cours de l'atelier. La présence de représentants de la Plate-forme du Niger et de la coalition CONAMEB du Burkina Faso a contribué à renforcer ces résultats. Ils ont identifié des domaines de collaboration et se sont engagés à impliquer les jeunes chercheurs dans des activités de plaidoyer, tout en utilisant les résultats de la recherche pour construire un plaidoyer basé sur des preuves.

Au cours de l'atelier, les jeunes chercheurs ont défini et mis en œuvre une série d'activités de plaidoyer et ont formulé des recommandations pour améliorer le plaidoyer en faveur de la fin du mariage des enfants, de l'éducation des filles et de la promotion d'une éducation transformatrice en

---

<sup>12</sup> Approche de méthodes mixtes pour la recherche sur l'inclusion des jeunes dans les marchés du travail au Niger par l'Agence Française de Développement (2021) 1.1. L'atelier ECRIS, issu. Disponible [ici](#).

matière de genre. Plusieurs participants ont développé des messages clés qui ont été utilisés lors de l'enregistrement vidéo de la journée.

### Collecte des données, rédaction des études de cas et processus de révision

À la fin de leur formation en recherche, chaque jeune chercheur a préparé une proposition de recherche individuelle. Les propositions couvrent le sujet de la recherche, la justification et les informations contextuelles, fournissent un bref aperçu de la méthodologie prévue pour la collecte des données, ainsi qu'une cartographie des informateurs clés ciblés. Toutes les propositions de recherche ont été examinées par les mentors de la recherche du LASDEL et par la consultante régionale en recherche et plaidoyer. Suite à ce processus, les jeunes chercheurs ont créé leurs outils de collecte de données et les ont soumis au même groupe pour validation.

La phase de collecte des données primaires a duré environ quatre semaines. Les méthodes étaient qualitatives et comportaient une part importante d'histoires de vie. Les entretiens semi-structurés ont été plus favorables, car les informateurs clés étaient censés apporter une contribution allant bien au-delà des guides d'entretien, et les groupes de discussion représentaient une occasion de confronter les perceptions et d'observer des tendances.

Les jeunes chercheurs ont favorisé ces deux méthodes auprès d'une variété de personnes interrogées, notamment des écolières, des filles non scolarisées, des filles mariées et des jeunes femmes, des parents, des enseignants et des membres de l'administration scolaire, des chefs traditionnels et religieux, des représentants des ministères de l'éducation, de la protection sociale et/ou du genre, et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. La plupart des entretiens ont été menés dans les langues locales et traduits en français au moment de la rédaction du rapport.

Le LASDEL a soutenu les jeunes chercheurs dans l'analyse des résultats et la rédaction des études de cas, avec les mentors du LASDEL révisant les versions finales. La consultante régionale en recherche et plaidoyer EOL a compilé les huit études de cas individuelles qui en ont formé la version finale du rapport de recherche. Les méthodes de recherche féministes et décoloniales ont guidé l'interprétation et l'analyse des résultats.

### Limites

Les jeunes chercheurs ont identifié plusieurs limites, en particulier lors de la phase de collecte des données. Il s'agit notamment de :

- Le peu de temps disponible pour la collecte des données, l'analyse et la rédaction du rapport n'a pas permis d'explorer en profondeur toutes les questions identifiées dans le cadre de la recherche, en particulier les questions complexes telles que l'impact de la polycrise et les nouveaux intérêts de la recherche en matière de santé mentale.
- Des contraintes de temps et de ressources ont limité l'échantillonnage des répondants à un peu nombre.
- La sensibilité des thèmes abordés au cours de la recherche - comme le mariage des enfants, l'éducation des filles et la santé et les droits sexuels et reproductifs - a suscité la méfiance et l'inaccessibilité de certains acteurs, s'ils soupçonnaient qu'ils pouvaient faire l'objet d'une enquête de la police ou de l'État. C'est notamment le cas des chefs religieux et traditionnels.
- Le processus de recherche a reflété certaines des dynamiques de pouvoir qui soutiennent l'inégalité entre les sexes et d'autres formes d'inégalité. Lors de la collecte des données, les jeunes chercheurs ont été confrontés à des difficultés quotidiennes pour accéder aux institutions

publiques et aux décideurs impliqués dans la lutte contre le mariage des enfants ou l'éducation des filles.

- Les jeunes chercheurs ont presque unanimement éprouvé des difficultés à collaborer avec les représentants du gouvernement et à accéder aux données officielles du gouvernement. Il a été observé que les représentants des gouvernements ont refusé de participer en raison des sensibilités liées au mariage des enfants et à la responsabilité des gouvernements.
- Certains répondants ont refusé de contribuer sans rémunération.
- Certains jeunes chercheurs ont rencontré des difficultés pour obtenir des statistiques scolaires et d'autres données quantitatives au niveau local (en raison de l'indisponibilité ou de la confidentialité des données).
- Certains jeunes chercheurs ont éprouvé des difficultés à coordonner leur emploi du temps avec celui des filles effectuant un travail domestique rémunéré ou non, car la plupart d'entre elles n'étaient disponibles que le week-end.
- Certains jeunes chercheurs, en particulier les enseignants masculins, se sont heurtés à la résistance de certains étudiants parce qu'ils étaient perçus comme des figures d'autorité. Les élèves ont déclaré s'être sentis intimidés et avoir refusé de participer ou avoir censuré leur contribution, craignant des conséquences négatives pour leur future scolarité.

## Éthique et sauvegarde

La formation en recherche comprenait un module sur l'éthique de la recherche. Elle a mis l'accent sur la protection des informateurs - par exemple par l'anonymisation - et la reproduction fidèle de leur contribution par le biais d'un consentement volontaire et éclairé, avant de procéder à toute prise de notes ou à tout enregistrement.

Une personne focale en matière de protection a été désignée pour soutenir la recherche menée par les jeunes afin de :

1. Agir en tant que point de contact sur les questions de protection et les préoccupations au sein des coalitions nationales (La Plateforme du Niger et la CONAMEB), et entre les coalitions nationales et le Secrétariat de *Filles pas mariées*.
2. Diriger le déploiement de communications, d'activités ou de formations clés en matière de protection pour la plateforme du Niger et la CONAMEB du Burkina Faso.
3. Diriger l'élaboration de méthodes permettant de sensibiliser tous les membres à la question de la sauvegarde.

Au cours de la formation à la protection (voir ci-dessus), les principes du code de conduite de protection de *Filles, Pas Epouses*<sup>13</sup> ont été partagés et expliqués en détail. Tous les jeunes chercheurs et les mentors de la recherche ont été invités à signer le code de conduite avant de procéder à toute autre activité de recherche, en particulier la collecte de données. Tout au long du processus de recherche, la méthodologie de recherche a été constamment alignée et/ou compatible avec l'éthique de la recherche féministe. Au cours de la formation, l'équipe a identifié une liste de préjudices ou de risques potentiels et de mesures d'atténuation.

Pendant la phase de collecte des données, les participants ont reçu un formulaire de consentement en français expliquant les objectifs de la recherche et l'utilisation prévue des données. Elle comprenait également une déclaration de consentement, leur donnant la possibilité de contribuer de manière

---

<sup>13</sup> *Filles Pas Epouses* (2020) *Code de conduite* [Preprint].

anonyme. Pour les participants qui ne savaient ni lire ni écrire, le consentement à participer à l'étude a été demandé et obtenu oralement. Ils ont été pleinement informés des objectifs de la recherche et ont compris que leur participation était non-payante et volontaire.

## CONCLUSIONS

### L'impact des normes sociales sur l'éducation des filles et le mariage des enfants

L'Afrique de l'Ouest présente une variété riche en cultures et en traditions, mais il existe une base culturelle commune, marquée par des valeurs patriarcales, le respect de l'ancienneté et l'importance du mariage et de la fécondité.<sup>14</sup> Le mariage est considéré comme une étape essentielle dans le passage entre l'enfance et l'âge adulte et comme un outil important pour confirmer les relations sociales et le soutien au sein de la communauté. En Afrique de l'Ouest, le lien perçu entre la virginité d'une fille et l'honneur de la famille est un concept central qui motive les décisions liées <sup>15</sup>

Au Niger, le mariage est considéré comme un événement inévitable de la vie. Ce phénomène est accéléré par des facteurs tels que le manque d'opportunités économiques, la pression sociale au sein de la communauté et la socialisation liée au sexe des filles dès un jeune âge.<sup>16</sup>

Au Burkina Faso comme au Niger, les normes liées aux genres relatives au rôle reproductif des femmes influencent considérablement la décision des filles de se marier tôt. La pression des pairs et les rôles stéréotypés des hommes et des femmes renforcent l'idée que les filles ne peuvent se projeter qu'en tant que futures épouses et mères, et non en tant que source de revenus économiques ou acteurs clés au sein de leur communauté. Cela a un impact sur l'ambition des filles de réussir à l'école, ce qui se traduit par un faible taux de scolarisation et des taux élevés d'abandon scolaire prématuré. La mauvaise qualité d'éducation ainsi que le manque d'accès<sup>17</sup>

### Corrélation entre le mariage d'enfants et l'abandon scolaire des filles

Il existe une forte corrélation entre le mariage des enfants et l'éducation des filles. En Afrique de l'Ouest, Centrale, l'Est et du Sud, le mariage des enfants est un facteur déterminant du faible niveau de réussite<sup>18</sup> Au Niger, 81 % des femmes sans éducation et 63 % de celles qui n'ont qu'un niveau d'éducation primaire étaient mariées à l'âge de 18 ans, contre seulement 17 % des femmes ayant complété une éducation secondaire ou supérieure.<sup>19</sup>

Dans cette recherche menée par des jeunes, la plupart des études de cas établissent un lien direct entre le mariage des enfants et l'abandon précoce d'études des filles. Dans son étude de cas, Saley Ibrahim, un enseignant, évoque les responsabilités des parents dans le maintien des filles à l'école dans la communauté rurale de Dan Issa, au Niger. Il observe que les filles ont tendance à se marier avant d'atteindre la troisième année d'éducation secondaire et que le mariage conduit presque systématiquement les filles à abandonner leurs études. Selon lui, le mariage a la priorité sur l'éducation coranique et moderne.

<sup>14</sup> UNICEF, Mariage d'enfants, grossesse d'adolescentes et formation des familles en Afrique de l'Ouest et du Centre, 2015.

<sup>15</sup> Saul, G., Diarra, A., Melnikas, A. et Amin, S., 2020. *Une voix sans choix ? Investigating Adolescent Girls' Agency in Marital Decision-making in Niger* (Enquête sur l'agence des adolescentes dans la prise de décision matrimoniale au Niger). *Progress in Development Studies*, 20(4), pp.270-281.

<sup>16</sup> Saul, G., Diarra, A., Melnikas, A. et Amin, S., 2020. *Une voix sans choix ? Investigating Adolescent Girls' Agency in Marital Decision-making in Niger* (Enquête sur l'agence des adolescentes dans la prise de décision matrimoniale au Niger). *Progress in Development Studies*, 20(4), pp.270-281.

<sup>17</sup> BA, A.A. et Versluys, E. (2022) *Child Marriage and Girls' Education in West Africa : a literature review*. rep. Filles pas mariées.

<sup>18</sup> Nguyen et Wodon, *Impact of child marriage on literacy and education attainment in Africa*, 2014.

<sup>19</sup> Plan, *Adolescent girls in crisis : voices from the Lake Chad Basin*, 2020.



La plupart des jeunes chercheurs ont démontré que la majorité des filles qui se marient ne retournent pas à l'école. À Dan Issa, au cours de l'année scolaire 2021-2022, 43 écolières se sont mariées, et 30 d'entre elles ne sont pas retournées à l'école. Parmi les 13 personnes qui ont continué leur scolarisation, la plupart étaient en dernière année.

**Tableau 2 : Résumé des filles mariées qui ont quitté et/ou sont retournées à l'école, année scolaire 2021-2022, CES par Dan Issa**

Niveau scolaire	6ème	5ème	4ème	3ème	2ème	1er	Terminale	Total
Nombre de filles mariées	12	6	9	1	3	0	12	43
Nombre d'abandons scolaires	12	6	8	1	2	0	1	30
Nombre qui sont retournés à l'école	0	0	1	0	1	0	11	13

La plupart des filles qui se marient pendant leurs études font face à des obstacles qui les empêchent de poursuivre leurs études, même si leur famille ou leur mari ne s'y opposent pas. Dans l'étude de cas d'Abdoul-Karim Yamba, une jeune fille qui s'est mariée avant l'âge de 18 ans, alors qu'elle étudiait, explique : *"Je suis mariée depuis quelques mois seulement, et même si mon mari ne m'a pas demandé d'abandonner l'école, j'ai déjà l'impression que mon éducation est très compromise. Je ne peux pas faire les deux en même temps, je n'en peux plus. Ma grossesse est difficile. Je sais qu'après l'accouchement, je ne pourrai pas continuer"*.

Les grossesses d'adolescentes sont souvent citées comme l'une des principales raisons pour lesquelles les filles sont obligées d'interrompre leur éducation. Lorsqu'elle survient en dehors du mariage, la grossesse est encore plus susceptible de conduire les filles à abandonner leurs études en raison de la stigmatisation, de la honte et des conflits entre les familles, ce qui peut perturber leur réussite scolaire. Ceci est illustré par l'interview suivante, réalisée dans le cadre de l'étude de cas d'Idrissa Harouna sur l'impact de la délinquance sur les filles qui abandonnent l'école :

## ÉTUDE DE CAS

### Grossesses non désirées chez les adolescentes, éducation des filles et mariage

Dans une école secondaire<sup>20</sup> du Niger, une élève de cinquième année qui s'occupe de sa mère malade a dû abandonner ses études après une grossesse non désirée. La grossesse a été niée par son homologue masculin, un ami de classe, ce qui a provoqué un scandale qui s'est terminé devant la Cour de justice de Maradi.

Bien que l'administration de l'école ait autorisé la jeune fille à poursuivre ses études, elle a décidé d'abandonner ses études. Elle craignait que ses amis de classe l'humilient<sup>21</sup> qui a divorcé peu après.

<sup>20</sup> Compte tenu du caractère sensible de cette information, nous avons supprimé le nom de l'école afin de protéger l'identité de l'élève.

<sup>21</sup> Une personne impliquée dans le "conseil" mystique/islamique ou un enseignant du Coran.

## Pression des pairs, autonomisation en tant qu'enfant mariée et représentation : Défier le narratif commun sur le choix des filles dans un mariage dans un temps de nouvelles technologies

Les discours sur le mariage des enfants ont tendance à mettre l'accent sur les filles en tant que victimes, niant leur rôle dans les processus de mariage. Les constructions normatives autour de "l'enfance innocente" ont rendu transgressif le fait de remettre en question cette notion de victime et d'étudier la perception et la compréhension que les filles ont à propos de leur rôle dans ce processus.<sup>22</sup> La littérature existante parvenant des organisations non gouvernementales internationales et des Nations unies met l'accent sur le fait que le mariage des enfants est un phénomène culturel, où les filles sont poussées au mariage par les membres de la famille à prédominance masculine.

Pour mieux comprendre la dynamique de la prise de décision en matière de mariage d'enfants et d'éducation des filles, il est nécessaire de procéder à une analyse approfondie de l'agentivité<sup>23</sup> Les influences sociales et la mesure dans laquelle les filles ont le choix lorsqu'elles décident de se marier doivent être considérées comme des aspects critiques de la situation. La dynamique du pouvoir fait référence aux relations interpersonnelles entre les filles et leurs parents, les membres de la grande famille et les communautés.

### TERMES-CLÉ

#### Agentivité

L'Alliance More Than Brides (2021) explore les différents types d'agentivité qui pourraient s'entrecroiser, affinant notre compréhension de l'agentivité des filles dans les processus de prise de décision dans le cadre du mariage d'enfants.

L'**agentivité oppositionnelle** s'agit de la capacité d'un individu ou d'un groupe à résister ou à remettre en question les structures et les normes de pouvoir dominantes. Il s'agit de s'engager activement dans des actes de résistance ou de défiance. Dans ce cas, les filles peuvent rejeter ou s'opposer aux limites qui leur sont imposées.

Dans le cas de l'**agentivité accommodante**, les filles perçoivent le mariage comme une institution inévitable et y participent à volonté, en reconnaissant et en acceptant les normes sociales et les disparités qui y sont associées.

L'**agentivité transformatrice** s'agit de la capacité d'un individu ou d'un groupe à provoquer activement et intentionnellement des changements significatifs dans son environnement social et culturel. On manque de recherches - et donc de statistiques - sur la prévalence des mariages initiés par des enfants et des adolescents, et sur la mesure dans laquelle ils se produisent dans des cadres formels ou informels.

<sup>22</sup> Horii, H. (2019) 'A blind spot in International Human Rights Framework : A space between tradition and modernity within the Child Marriage Discourse', *The International Journal of Human Rights*, 24(8), pp. 1057-1079. doi:10.1080/13642987.2019.1690468.

<sup>23</sup> More Than Brides Alliance (2021) A child marriage practitioners' guide to understanding new findings on girls' agency and decision-making. Disponible à l'adresse suivante: [https://morethanbrides.org/mmwwk/wp-content/uploads/sites/6/2021/08/MTBA\\_KP1\\_EN\\_5.pdf](https://morethanbrides.org/mmwwk/wp-content/uploads/sites/6/2021/08/MTBA_KP1_EN_5.pdf) (Accessed: 8AD).

Il est important d'examiner davantage le pouvoir de la prise de décision des filles en ce qui concerne le mariage des enfants, comme le démontre un rapport du LASDEL de 2019 qui souligne que 56 % des femmes nigériennes mariées avant l'âge de 18 ans l'ont fait par choix.

En priorisant les expériences vécues, les jeunes chercheurs ont exploré les subtilités de l'agentivité et des perceptions des filles dans les processus liés au mariage des enfants et à l'éducation des filles. Dans l'étude de cas d'Abdul-Karim Yamba, les informateurs ont souvent cité l'influence des pairs comme un facteur déterminant dans le choix des filles de se marier. Lorsqu'une fille se marie, ses amies de classe sont souvent attirées par ses gains matériels, tels qu'un téléphone, des vêtements et de l'argent.

*"À un moment donné, en CM2, une fille s'est mariée et, chaque fois qu'elle venait à l'école, elle avait beaucoup de biens matériels et nous distribuait de l'argent. Chacun d'entre nous l'enviait et voulait se marier, car nous savions qu'avant son mariage, sa situation n'était pas la même. Cela a clairement influencé certaines d'entre nous à accepter de se marier pendant les vacances".*

Une écolière à Zinder, au Niger. Histoire de vie recueilli par Abdoul-Karim Yamba

Au cœur de l'analyse de l'implication des filles dans les processus de prise de décisions liés au mariage des enfants se trouve la représentation idéaliste persistante du mariage, au détriment d'autres voies de réussite pour les filles. Les filles sont sous-représentées dans les espaces où elles pourraient être considérées comme ayant une vie éducative et professionnelle réussie. D'autre part, la surreprésentation du mariage dans les médias de masse et les réseaux sociaux incite les filles à se marier le plus tôt possible.

L'utilisation répandue des smartphones et l'accès aux plateformes de réseaux sociaux par les filles peuvent contribuer à leur faire percevoir le mariage des enfants comme une voie vers la mobilité sociale, les incitant ainsi à imiter leurs amies de classe mariées afin d'obtenir une validation similaire. Les filles peuvent désirer les avantages sociaux et matériels du mariage, tels qu'ils sont représentés dans les réseaux<sup>24</sup> mais elles ont une compréhension limitée de la réalité et de ce que l'on attend d'elles dans le cadre du mariage.

*"J'étais déjà un grand fan des films de Kingwood, de Dandalin Soyayya et des séries télévisées comme celles de la chaîne Zee Magic et de Novelas. Dans ces films et feuilletons, j'ai vu beaucoup de choses que je considérais comme l'image du mariage moderne et le type de maison que je voulais avoir. Lorsque j'ai eu un téléphone et que j'ai rejoint des réseaux sociaux comme Tik-Tok, Facebook, Instagram, l'image parfaite que j'avais du mariage et de toutes les bonnes choses que nous pouvions en tirer s'est évanouie."*

Une jeune fille de 19 ans qui a abandonné ses études après s'être mariée et être tombée enceinte. Sa petite fille a quelques mois. Histoire de vie recueilli par Abdoul-Karim Yamba

Dans leur décision de faciliter le mariage de leurs filles, les parents sont également influencés par le narratif diffusé par les médias de masse et les réseaux sociaux.

*"Nous avons finalement décidé de donner notre fille en mariage à l'âge de 17 ans, mais si nous l'avions écoutée plus tôt, nous l'aurions donné en mariage depuis longtemps. Aujourd'hui, avec tout ce que les filles voient comme merveilles du mariage sur les réseaux sociaux, dans les films et parfois avec certains amis de classe, chacune veut aussi imiter et vivre les mêmes expériences le plus tôt possible. "*

Parent d'une jeune fille mariée de 17 ans. Histoire de vie recueilli par Abdoul-Kari Yamba

## **Perception communautaire et parentale du mariage des enfants et de l'éducation des filles : crainte de l'exclusion et protection sociale**

<sup>24</sup> Lokot, M., Shakya, H.B. et Cislighi, B. (2022) 'The Limits of Child Agency?', *The International Journal of Children's Rights*, 30(1), pp. 173-203. doi:10.1163/15718182-30010007.

Cette section examine les attitudes des réseaux sociaux des filles - y compris les membres de la communauté et les parents - à l'égard du mariage des enfants et de l'éducation des filles, en se concentrant sur des facteurs sous-jacents tels que le désir d'appartenance sociale et de sécurité, et la peur de la marginalisation.

En 2019, le LASDEL a publié le rapport *Empowering Girls to Fight Early Marriage*, qui analyse les données sur le mariage des enfants au Mali, au Niger et au Togo. Le rapport examine comment la préservation d'un "culte de la virginité" et une opposition collective aux grossesses en dehors du mariage influencent la prévalence élevée et persistante des mariages des enfants. Dans la même étude, ils affirment que 29% des filles mariées avant l'âge de 18 ans déclarent avoir été forcées par leurs parents.

Les idées déterminées par la culture sur le rôle des filles et des femmes dans la société limitent considérablement les possibilités d'éducation des filles. Les femmes étant traditionnellement valorisées par leur fécondité et leurs activités domestiques, et les filles étant principalement destinées à servir la famille de leur mari après le mariage, l'investissement dans leur éducation formelle n'est pas considéré comme bénéfique. Certains parents évitent même d'envoyer leurs filles à l'école car ils considèrent que c'est un obstacle à leur formation en tant que futures mères et femmes de ménage, ce qui compromet leurs chances de se marier.<sup>25</sup> Au Niger, l'éducation des filles est considérée comme traditionnelle et religieuse, assurée d'abord par leurs parents, ensuite par leur mari.<sup>26</sup>

Au Burkina Faso et au Niger, les jeunes chercheurs ont observé que les familles donnent la priorité à l'investissement dans l'éducation des garçons par rapport à l'investissement dans l'éducation des filles, ce qui aggrave encore le manque d'accès à une éducation pour les filles. Au Burkina Faso, le ministère de l'éducation nationale (2020) signale que les parents investissent en priorité dans les dépenses liées à une éducation pour les garçons, au détriment des filles.<sup>27</sup>

La jeune chercheuse Natacha Pegdwende Silga est enseignante au foyer du Havre du Bon Pasteur pour filles et femmes à risque au Burkina Faso. Elle a mené une étude de cas sur les causes du mariage précoce des filles dans la communauté des Mandarins de Bobo à Dioulassoba, Bobo Dioulasso, où la prévalence des mariages forcés et/ou précoces est élevée. Les résultats de Natacha Pegdwende Silga démontrent que le mariage précoce est perçu comme une pratique ancestrale. Cette pratique se poursuit aujourd'hui, en particulier dans les zones rurales, dans le but de consolider les liens familiaux. Le mariage précoce est perçu comme un filet de sécurité pour la jeune fille et une opportunité de s'épanouir.

*"Le fait de donner [ma fille] en mariage tôt lui assure un foyer et évite à la famille d'être confrontée à une grossesse avec un père absent ou à une mère célibataire.*

Mère interrogée à Bobo Dioulasso, Burkina Faso par Natacha Pegdwende Silga

La sécurité censée être apportée par le mariage est souvent une illusion. Selon le rapport du LASDEL, 31 % des mariages des enfants se terminent par un divorce, contre 12 % des mariages où les filles ou les femmes ont plus de 18 ans.<sup>28</sup> L'étude de cas de Natacha Pegdwende Silga montre que dans de telles circonstances, les filles peuvent être contraintes de travailler sur des sites d'extraction d'or à la recherche de conditions de vie décentes, de devenir vendeuses de rue ou de se livrer à la prostitution. Après un divorce, les filles sont souvent confrontées à la stigmatisation, aux moqueries et au rejet de leur famille d'origine et de leur belle-famille.

<sup>25</sup> Plan, *Parce que je suis une fille : Progrès et obstacles à l'éducation des filles en Afrique*, 2012.

<sup>26</sup> *Save The Children, Normes de genre, mariage d'enfants et éducation des filles en Afrique de l'Ouest et du Centre*, 2019.

<sup>27</sup> Yotebieng, K., 2021. *Ce que nous savons (et ne savons pas) sur les normes sociales persistantes qui font obstacle à l'accès, à la participation et à la réussite des filles dans l'éducation dans huit pays d'Afrique subsaharienne*. UNGEI, New York.

<sup>28</sup> LASDEL, *Lutter contre les mariages précoces par l'autonomisation des filles*, 2019.



*"Les filles victimes de mariages précoces quittent le foyer après avoir eu un ou deux enfants, soit en raison de responsabilités familiales qu'elles ne peuvent pas assumer, soit en raison de la violence qu'elles subissent au sein du foyer.*

Un informateur de Dioulassoba, recueilli par Natacha Pegdwende Silga

L'étude de cas d'Abdoul-Karim Yamba montre comment le mariage peut conduire à "un retour brutal à la réalité", même si le mariage est souhaité par la jeune fille en question. Cela se produit le plus souvent lorsque les filles réalisent que l'expérience vécue du mariage est différente de celle décrite dans les médias et les réseaux sociaux.

*"Nous remarquons généralement qu'après seulement quelques mois ou quelques années de mariage, ces mariages précoces laissent souvent les enfants mariées dans une situation de détresse et qu'un nombre d'entre elles chercheraient de l'aide si elles pensaient pouvoir en trouver.*

Répondant de Zinder, Niger, recueilli par Abdoul-Karim Yamba

Il y a un manque de modèles féminins qui réussissent dans l'éducation tout en assumant leurs responsabilités d'épouse et de parent. Cela joue un rôle important dans le manque de soutien des parents dans l'éducation de leur fille. Selon Saley Ibrahim, dans la communauté de Dan Issa, au Niger, certains parents considèrent que l'école n'est qu'un moyen d'occuper les jeunes filles avant le mariage.

*"Tout d'abord, la place de la femme est sa maison, et non l'école, car il n'y a pas de modèle féminin de réussite dans la commune, même celles qui ont fait des études restent au chômage.*

Parent de Dan Issa, Niger, témoignage recueilli par Saley Ibrahim

Les jeunes chercheurs ont également étudié le pouvoir dans la prise de décision des maris en matière d'éducation des filles. Ils ont constaté que la capacité et/ou l'espace dont disposent les filles mariées pour poursuivre leurs études sont souvent fortement conditionnés par la volonté de leur mari de coopérer.

L'étude de cas de Saley Ibrahim a révélé que certaines filles mariées avaient conclu des accords pré-nuptiaux recommandant à leur mari de les laisser terminer leurs études. Dans d'autres cas, les maris ont clairement exprimé leur soutien à la poursuite des études de leur épouse.

D'autre part, Harouna - dans son étude de cas sur l'impact de la violence scolaire sur le maintien des filles à l'école à Maradi, au Niger - observe que, même si les maris acceptent dans un premier temps que leurs femmes poursuivent leurs études, ils rompent souvent ce pacte car ils ne peuvent tolérer l'indisponibilité de leurs femmes et le manque de temps pour s'occuper de leur foyer.

### **Analyse du discours sur le mariage des enfants et l'éducation des filles**

Tout au long de la collecte des données primaires, il est apparu clairement que la promotion du mariage des enfants et la résistance à l'éducation formelle des filles sont liées à la persistance de certaines normes sociales. Les jeunes chercheurs ont fait une collecte et une analyse d'un certain nombre d'expressions idiomatiques qui reflètent l'enracinement de certaines convictions sur ce que l'on attend des filles pour être acceptées par leur communauté.

Dans l'étude de cas de Saley Ibrahim, les parents sont convaincus que les comportements transgressifs - comme la désobéissance ou les relations sexuelles en dehors du mariage - sont dus à la "dégradation morale" enseignée à l'école. Des cours tels que l'éducation personnelle et sociale ont suscité la méfiance de certains parents qui pensent que les écoles encouragent les filles à se livrer à des pratiques sexuelles en dehors du mariage, sans craindre d'être enceintes ou de contracter des infections sexuellement transmissibles.

En langue hausa, les expressions "ya boko" ou "ya dounia" sont utilisées pour faire référence aux filles qui ont des comportements transgressifs. Ces expressions impliquent que les écoles enseignent des

principes qui sont en contrainte des dogmes religieux. Ils peuvent également faire référence aux filles qui tentent d'imiter un mode de vie occidental et rejettent leurs traditions et leur culture.

De nombreux parents pensent que les rôles les plus importants d'une femme sont ceux d'épouse et de mère, ce qui minimise l'importance de leur éducation et de leurs activités professionnelles.

L'expression hausa "kasuwa Ankasa ba riba", utilisée pour faire référence aux femmes instruites, se traduit littéralement comme "une marchandise sans profit". Cela démontre que l'éducation des filles est perçue comme une mauvaise utilisation de ressource. Si même les femmes diplômées sont au chômage, le proverbe sous-entend que la scolarisation des filles est une perte de temps.

Cette opinion commune sur l'éducation des filles a une influence considérable sur le désir des filles de réussir à l'école. Cela peut expliquer en partie pourquoi les filles décident de négliger l'école afin de se marier, surtout si elles ont des prétendants et de nombreuses amies déjà mariées. Les filles non mariées sont souvent l'objet de moqueries, comme l'a montré une étude du LASDEL de 2019, et cette influence s'exerce au sein ainsi qu'à travers les groupes d'âge. Au Niger, les jeunes filles célibataires de plus de 15 ans sont souvent appelées "Santo", ce qui signifie "périmées".

## RECOMMANDATIONS

### **Aborder les normes sociales qui influencent le mariage des enfants et le manque d'éducation des filles.**

1. Mettre l'accent sur la représentation de filles et de femmes qui ont réussi sur le plan académique et professionnel, afin que les filles puissent s'identifier à elles.
2. Utiliser les technologies d'information et de la communication et les médias comme canaux pour changer le discours sur le mariage des enfants et mettre l'accent sur les avantages de l'éducation.
3. Améliorer la pertinence culturelle du plaidoyer communautaire afin de promouvoir de nouveaux récits sur le mariage des enfants et l'éducation des filles.

### **L'impact des facteurs économiques sur l'éducation des filles et le mariage des enfants**

Les stratégies économique d'adaptation et la reproduction de l'inégalité entre les sexes au niveau familial jouent un rôle important dans le manque d'accès des filles à l'éducation et le risque de mariage des enfants. Les facteurs économiques peuvent inclure la nécessité de couvrir les dépenses quotidiennes de la famille et les urgences sanitaires, la contrainte du remboursement des dettes et l'obligation de payer les frais scolaires et d'autres coûts indirects pour les enfants plus jeunes, comme listé par le LASDEL (2019).

### **Pauvreté multidimensionnelle et la corrélation entre l'abandon précoce de l'école par les filles et leur obligation d'entretenir leur famille**

Les études de cas des jeunes chercheurs ont été menées en grande partie dans des régions où la pauvreté endémique pousse continuellement les filles à s'occuper de leur famille et/ou à les entretenir.<sup>29</sup> La pauvreté multidimensionnelle détermine également l'accès des filles à l'éducation et leurs chances de terminer leurs études. Toutes les études de cas sur la capacité des filles à terminer leurs études ont démontré que le simple fait de ne pas pouvoir payer les frais de scolarité est un facteur important qui les pousse à l'abandon scolaire précoce. Les coûts indirects tels que les

<sup>29</sup> « La pauvreté multidimensionnelle englobe les diverses privations subies par les pauvres dans leur vie quotidienne, telles que la mauvaise santé, le manque d'éducation, un niveau de vie insuffisant, la désresponsabilisation, la mauvaise qualité du travail, la menace de la violence et le fait de vivre dans des zones dangereuses pour l'environnement, entre autres ». (Oxford)

uniformes et les fournitures scolaires, les transports et les frais des comités de gestion des écoles (COGES) jouent également un rôle ; ces coûts ont augmenté au cours des dernières années.

Les conclusions de Saley Ibrahim suggèrent que, dans la commune rurale de Dan Issa, au Niger, l'une des principales raisons pour lesquelles les filles abandonnent leur études est le rôle qu'elles jouent dans les réponses aux besoins quotidiens de leur famille. Les parents - en particulier les mères - recherchent le travail de leurs filles dans les petites entreprises familiales. Dan Issa se trouve à la frontière du Nigeria, où les possibilités de petits commerces sont plus nombreuses. La région souffre également de l'impact du changement climatique : lorsque les récoltes agricoles ne permettent pas de nourrir la famille entre les saisons des pluies, de nombreux maris émigrent au Nigeria, laissant leurs femmes comme chefs de famille temporaires.

De nombreuses filles travaillent - dans des rôles rémunérés ou non - avant et après l'école, ce qui a un impact sur leurs résultats scolaires. Dans toutes les études de cas sur l'impact du travail économique et reproductif, la majorité des personnes interrogées le citent comme le principal facteur de faibles performances et d'abandon scolaire chez les filles. De nombreuses filles qui participent à des activités génératrices de revenus intenses ou à des travaux domestiques n'ont que peu de temps à consacrer à leurs études. Le temps qui devrait être consacré aux études peut aussi être le seul moment de repos qu'une jeune fille peut s'offrir.

*"Le seul moment où l'on peut apprendre mes leçons, c'est la nuit au retour de la vente de bouillie."*

Une écolière qui travaille. Témoignage recueilli par Mahaman Nouradine Saley Ibrahim.

*"Les tâches ménagères et les activités génératrices de revenus empêchent les jeunes filles de bien étudier, car elles ne peuvent pas apprendre leurs leçons et faire leurs devoirs parce qu'elles se sentent toujours fatiguées."*

Une écolière. Témoignage recueilli par Mahaman Nouradine Saley Ibrahim.

### **Travail domestique rémunéré et non rémunéré, mariage des enfants et éducation des filles**

Cette section aborde les expériences des filles qui vont à l'école et qui effectuent un travail domestique rémunéré ou non, des filles qui abandonnent leur études pour travailler à plein temps comme employées de maison et des filles qui n'ont jamais été à l'école et qui travaillent à plein temps comme employées de maison.

La jeune chercheuse Zeilata Abdoulaye, médecin, a mené une étude de cas sur l'expérience des filles Hawrou Police (employées de maison) du site de Katakou dans la ville de Gaya, au Niger. À Gaya, la pratique de la migration des jeunes filles vers les centres urbains, en particulier Niamey, la capitale, pour y chercher un travail domestique rémunéré, est très répandue. Le nombre de filles qui quittent l'école est élevé, généralement en raison de la migration vers les grandes villes. Sur les dix filles interrogées, six n'ont jamais été à l'école, quatre ont abandonné leurs études et une s'est mariée au cours de la CM2.

Les personnes interviewées affirment que les principales raisons de l'abandon scolaire sont liées au manque de soutien financier des parents pour l'éducation de leurs filles. Certains ont dû abandonner leurs études parce qu'elles s'occupaient de leur famille.

*"Je suis allé à l'école ; j'ai abandonné mes études en classe primaire <sup>230</sup>. J'étais chez ma grand-mère maternelle qui s'occupait de moi. Elle était tombée malade pendant deux ans et personne ne s'occupait d'elle. J'ai abandonné l'école pour rester avec elle [...] Lorsque ma grand-mère a commencé le traitement, je suis venue à Niamey. Je travaille comme employée de maison et j'envoie l'argent à ma grand-mère".*

Une jeune policière hawrou de 14 ans à Gaya, au Niger. Témoignage recueilli par Zeilata Abdoulaye

---

<sup>30</sup> Équivalent de la première année d'études (Year 2 au Royaume-Uni)

Les filles ont rapporté des cas où les employeurs ont refusé de payer leurs salaires, n'ont pas répondu à leurs besoins fondamentaux ou ont commis des actes de violence - souvent verbale - contre des filles Hawrou Police. Une jeune fille Hawrou Police a décidé de retourner à l'école et a fait face à la résistance de ses employeurs.

*"Récemment, une jeune fille a accumulé jusqu'à 12 mois de salaire sans être payée. Une jeune fille Hawrou Police âgée de 14 ans, raconte : "Souvent, les patrons nous insultent et nous traitent de tous les noms - stupides, bandites, grossiers - mais je ne réponds jamais, je me tais et c'est tout".*

Un informateur qui donne des cours aux filles Hawrou Police. Témoignage recueilli par Zeilata Abdoulaye

*"Lorsqu'une jeune fille inscrite à l'école et dont la famille d'accueil ne voulait pas se séparer, je suis intervenue pour la libérer et la renvoyer chez elle. Aujourd'hui, elle est au lycée à Gaya. Souvent, certaines filles doivent aller dans des familles d'accueil et sont renvoyées à leurs parents pour qu'elles puissent poursuivre leur scolarité".*

Tuteur d'une fille Hawrou Police Témoignage recueilli par Zeilata Abdoulaye

Pour les filles qui se marient alors qu'elles sont à l'école, l'intensification du travail domestique est un obstacle important aux résultats scolaires. Il est fréquent que les filles quittent l'école lorsque la charge de travail devient trop lourde. Abdoul-Karim Yamba affirme qu'après le mariage, peu de filles peuvent poursuivre leur scolarité jusqu'à un certain niveau. La plupart des filles ne quittent l'école que quelques années, voire quelques mois, après leur mariage.

*"Nous sommes confrontés à de nombreux cas de jeunes filles qui étaient brillantes, mais qui, après le mariage, ont vu leurs résultats scolaires baisser de manière significative et ont fini par abandonner leurs études. Par exemple, l'année dernière encore, trois écolières se sont mariées. Après leurs mariages, ils ne venaient plus tout le temps, et finalement, avant la fin du deuxième semestre, deux d'entre eux ont abandonné l'école. Quant à la seule qui est restée à l'école, son niveau est devenu très faible par rapport à ce qu'il était avant son mariage".* Un enseignant. Témoignage recueilli par Salimatou Abdoul-Karim Yamba

Cette situation est exacerbée lorsque, en plus des nombreuses tâches qui peuvent entraver les études - comme les tâches ménagères, les grossesses ou les accouchements - le mari constitue également un obstacle. Les jeunes chercheurs rapportent des cas où des maris, après le mariage, exigent ce que leur nouvelle épouse abandonne ses études ou font tout pour la décourager, parfois en utilisant des violences physiques ou verbales.

### **Les écolières s'engagent à des activités génératrices de revenus pour préparer et financer leur mariage**

Deux études de cas en particulier démontrent comment certaines filles engagées dans des activités génératrices de revenus en effet contribuent à financer leur mariage. Abdoulaye et Saley Ibrahim démontrent que les parents - et les filles elles-mêmes - économisent les revenus générés par les filles grâce à de petites entreprises ou à des travaux domestiques rémunérés au cours de l'année pour acheter le "kayan daki", leur trousseau de mariage. Fournir de l'argent pour le trousseau de mariage est considéré comme une obligation sociale et une partie importante des rites liés au mariage.

Les conclusions d'Abdoulaye montrent que la préparation du mariage, et la constitution de leur trousseau de mariage, est une motivation fondamentale pour certaines des jeunes filles qui quittent les villages nigériens comme Bingou, Santché, Sabon Birni et Bana pour travailler dans les centres urbains. Selon les jeunes filles qui ont participé à l'étude, le trousseau de mariage se compose généralement de revêtements muraux, de draps, de rideaux, de tapis de prière, de casseroles, de matelas, de seaux, de bassines, de meubles, de tasses, d'ustensiles de cuisine, de thermos, d'une coiffeuse, d'une armoire et d'un tapis. Les filles ont indiqué qu'elles devraient économiser de l'argent pour couvrir un budget estimé à CFA 100 000-500 000 pour l'achat du trousseau.



Au-delà de l'aspect économique, l'implication des filles dans les tâches de ménages et les soins fait partie d'une stratégie plus large visant à les préparer au mariage. Les jeunes filles aident leurs mères à accomplir les tâches quotidiennes, notamment la cuisine, la vaisselle et la lessive. Certaines mères gardent également les filles à la maison après l'accouchement pour les aider à s'occuper du bébé et/ou pour les préparer à la maternité.

## RECOMMANDATIONS

### Les facteurs économiques qui influencent le mariage des enfants et le manque d'éducation des filles

1. Promouvoir une couverture complète des dépenses liées à l'éducation des filles qui sont les plus à risque de l'abandon précoce des études, y compris les frais de scolarité, le matériel pédagogique, la cantine, les kits d'hygiène, le transport, les uniformes, le tutorat et d'autres besoins pertinents.
2. Faciliter l'accès à l'éducation des filles mariées, des filles ayant des enfants et des filles non scolarisées.
3. Promouvoir la formation professionnelle des filles.

### L'impact de la qualité de l'environnement d'apprentissage sur l'éducation des filles et le mariage des enfants

L'accès à des données officielles et empiriques sur la manière dont la qualité de l'environnement d'apprentissage influence l'accès des filles à une éducation et leur maintien à l'école demeure un défi, ce qui entraîne de graves lacunes en matière de recherche. Les résultats obtenus par les jeunes chercheurs montrent à quel point il est important de mieux comprendre la corrélation entre la qualité de l'environnement d'apprentissage, les possibilités d'éducation des filles et la protection contre le mariage des enfants.

#### La mesure de la qualité des environnements d'apprentissage

L'UNESCO (2004 : 36)<sup>31</sup> a défini un cadre d'indicateurs pour mesurer la qualité d'un environnement d'apprentissage pour les étudiants. Malgré des données quantitatives limitées, certains de ces indicateurs sont utiles pour analyser la relation entre les perspectives des filles de compléter l'éducation secondaire et la qualité de l'environnement d'apprentissage. Ces indicateurs sont les suivants

1. **Les caractéristiques de l'élève**, notamment ses aptitudes, sa ténacité, son degré de préparation à l'école, ses connaissances préexistantes, les obstacles à l'apprentissage et les données démographiques.
2. **Le contexte de l'environnement d'apprentissage**, y compris les ressources publiques, le soutien des parents, le respect des standards nationaux, les exigences du marché du travail, les influences socioculturelles et religieuses, la dynamique des pairs et le temps disponible pour les études et les devoirs.

<sup>31</sup> Indicateurs de qualité et d'apprentissage (2023) Indicateurs de qualité et d'apprentissage | Portail de l'apprentissage de l'UNESCO IIEP. Disponible à l'adresse suivante : <https://learningportal.iiep.unesco.org/en/issue-briefs/monitor-learning/quality-and-learning-indicators>.

3. **Facteurs favorables**, y compris le matériel d'enseignement et d'apprentissage, l'infrastructure et les dispositifs physiques, et les ressources humaines nécessaires pour une éducation efficace.
4. **L'enseignement et l'apprentissage**, y compris la répartition du temps, les méthodes d'enseignement, l'évaluation des performances des étudiants et la taille des classes.
5. **Les résultats**, y compris la lecture, le calcul, les valeurs et les aptitudes à la vie quotidienne.

### Explorer le conflit entre les types d'éducation disponibles pour les filles (moderne, religieuse et reproductive)

En étudiant la perception qu'ont les femmes nigériennes sur l'éducation des filles en 2011, Hartman-Mahmud a démontré qu'il existe une croyance selon laquelle les trois formes d'éducation que reçoivent les filles - "boko", l'éducation formelle, "tarbiyya", l'éducation à la maison, et "mahamadiya", l'éducation islamique - sont incompatibles. Cette perception contradictoire est également due au fait que les systèmes éducatifs postcoloniaux en Afrique de l'Ouest n'ont pas été adaptés à leur contexte local. L'éducation ne répond pas aux attentes locales concernant ce dont les filles ont besoin pour évoluer dans la société dans laquelle elles vivent.

Les diverses formes de résistance communautaire aux interventions visant à mettre fin au mariage des enfants sont liées à la diffusion de messages subversifs de la part des chefs religieux, qui ont tendance à discréditer les politiques de l'État en matière de mariage des enfants et d'éducation des filles. La présence des associations religieuses dans l'espace public a garanti la circulation d'un discours continu et crédible à destination des communautés, notamment les plus isolées. Les associations religieuses ont activement occupé les médias comme stratégie pour convaincre les populations du danger de la privation morale et comme plateforme de plaidoyer pour demander à l'État de ne pas promouvoir des politiques qui empêcheraient les mariages précoces.

*"Les associations islamiques observent également tous ces promoteurs de valeurs anti-islamiques et ces fossoyeurs des bonnes mœurs. Il s'agit notamment de personnes physiques et morales cherchant à introduire des propositions de loi pour interdire le mariage des filles de nos villes et villages avant l'âge de 18 ans mais prêtes à protéger tous les actes immoraux dans certains quartiers de Niamey".<sup>32</sup>*

Déclaration des associations islamiques contre la dégradation de la morale et l'introduction de l'éducation sexuelle à l'école - Déclaration partagée par NigerInter<sup>33</sup>

Le jeune chercheur Tidder Moussa Adamou, étudiant, a fait une enquête sur la perception de l'école comme lieu de "débauche" dans le quartier de Banga Bana, à Niamey, au Niger. Elle a étudié l'impact de cette situation sur le mariage des enfants et les filles qui abandonnent leurs études, car les membres de la communauté peuvent considérer les écoles comme des lieux inappropriés pour l'intégration sociale des filles en tant que femmes respectables. Dans son étude de cas, les personnes interviewées considèrent tout le système éducatif nigérien comme "malade".

Moussa Adamou explore le paradoxe évoqué par la population du quartier : plutôt que de compléter l'éducation que leurs enfants reçoivent à la maison, l'école est perçue comme un espace qui produit des individus qui s'écartent des normes sociales. Ses conclusions démontrent que les écoles ne parviennent pas à enseigner la morale et l'éducation civique en tant que disciplines importantes. Les personnes interrogées ont admis qu'il existait une responsabilité collective pour traiter le problème, notamment les parents, les enseignants, le gouvernement, les conseillers pédagogiques, les comités de gestion, mais aussi les partenaires techniques et financiers.

<sup>32</sup> <https://nigerinter.com/2017/03/declaration-des-associations-islamiques-contre-la-degradation-des-moeurs-et-lintroduction-de-leducation-sexuelle-a-lecole/>

<sup>33</sup> <https://nigerinter.com/2017/03/declaration-des-associations-islamiques-contre-la-degradation-des-moeurs-et-lintroduction-de-leducation-sexuelle-a-lecole/>

Selon Moussa Adamou, le système éducatif nigérien est en déliquescence, avec une régression progressive de la qualité de l'enseignement qui se traduit par différentes formes de "délinquance" et de violence qui ont transformé les écoles en ce que certains perçoivent comme des espaces de non-droit. Elle explique que les écoles de la commune V, où se trouve Banga Bana, sont devenues des espaces d'exposition accrue à la pornographie. Selon son étude de cas, cela justifie la réticence de certains parents à envoyer leurs enfants - et en particulier les filles - à l'école à long terme. Les parents préfèrent qu'ils se marient le plus tôt possible.

### **"Nous sacrifions beaucoup pour aller à l'école, mais nous ne recevons rien en retour" : Explorer la perception du coût d'opportunité de l'éducation des filles**

La demande de scolarisation est plus élevée pour les garçons que pour les filles, étant donné le coût d'opportunité élevé pour les filles. La forte croissance démographique au Niger et au Burkina Faso<sup>34</sup> exerce une pression sur le système éducatif, mettant en péril les acquis du secteur et entraînant une faible qualité de l'enseignement. Le mariage est perçu comme l'option la plus sûre, surtout si on le compare à une éducation qui n'apporterait peut-être pas la stabilité attendue. Dans son étude de cas, Abdoul-Karim Yamba souligne que les parents peuvent devenir anxieux s'ils ne voient pas les filles réussir, malgré l'éducation.

*"Nous voyons beaucoup d'exemples de filles qui étudient et ne trouvent pas de travail, et qui ont des difficultés à se marier après un certain âge, ce qui est source d'inquiétude pour elles et leurs parents. Pour éviter une telle situation, il est donc préférable de les marier le plus tôt possible".*

Parent à Zinder, Niger. Témoignage recueilli par Abdoul-Karim Yamba

### **La mauvaise qualité de l'éducation, la faiblesse des infrastructures scolaires et la violence à l'école sont des facteurs déterminants.**

Dans son étude de cas, le jeune chercheur Saley Ibrahim, un enseignant, montre l'impact que peut avoir la faiblesse des infrastructures scolaires sur la prise de décision des parents. Dans de nombreuses zones rurales, il n'y a qu'une seule école secondaire capable d'accueillir les élèves des villages voisins. Dan Issa est un exemple de ce type d'école : tous les enfants admis en sixième année (première année de l'école secondaire) et en deuxième année (première année de l'école secondaire) sont envoyés dans cette institution. Pour de nombreux étudiants, cela signifie marcher ou utiliser d'autres moyens de transport pour parcourir une distance moyenne de sept kilomètres chaque jour. Ils peuvent également être hébergés dans une famille d'accueil vivant à proximité de l'école.

Pour de nombreuses filles, une telle distance entre le domicile et l'école est source d'insécurité. Des menaces et des cas de viol ont été signalés. C'est une source d'anxiété pour les parents qui peuvent décider d'interrompre l'éducation de leur fille s'ils ne trouvent pas d'autre solution, comme le placement de la jeune fille dans une famille d'accueil digne de confiance. Même lorsqu'une famille d'accueil est trouvée, les conditions d'apprentissage adéquates ne sont pas toujours réunies pour permettre aux filles de poursuivre leurs études. Les écolières manquent souvent de produits de première nécessité, comme la nourriture ou les produits d'hygiène.

De nombreux facteurs peuvent aggraver considérablement la baisse des résultats scolaires des filles. Les parents qui constatent les faibles résultats scolaires de leurs filles ont tendance à les retirer de l'école, souvent sans chercher d'autres solutions. L'inquiétude des parents quant à la mauvaise qualité de l'environnement d'apprentissage est l'un des principaux arguments pour lesquels ils ne veulent plus investir dans l'éducation des filles.

*"Tout d'abord, les écoles sont aujourd'hui de piètre qualité parce que les enseignants n'enseignent pas par vocation. Il y a un manque d'enseignants en qualité et en quantité, ce qui entraîne une baisse des*

---

<sup>34</sup> Croissance de la population au Burkina Faso Worlddata.info. Disponible à l'adresse : <https://www.worlddata.info/africa/burkina-faso/populationgrowth.php> (Accès : 19AD).

*performances. En outre, l'État ne prend pas en charge certains frais scolaires tels que les fournitures et les COGES".*

Parent de Dan Issa, Niger. Témoignage recueilli par Saley Ibrahim

Deux jeunes chercheurs ont montré comment la perception qu'ont les parents de l'école comme un lieu de dépravation morale était utilisée pour justifier leur opposition à l'éducation de leurs filles. Idrissa Harouna, enseignant, a étudié comment la violence à l'école reste un problème pour la rétention des filles dans l'école secondaire de Maradi, au Niger.

La violence - en particulier la violence sexiste - se perpétue à l'école en raison du manque de connaissance des différentes formes de violence, de leurs conséquences et de l'importance de les signaler. La reproduction des normes socioculturelles et des stéréotypes de genre dans les écoles contribue au maintien d'une culture d'impunité autour de la violence. Des facteurs tels que les conditions économiques et sociales des ménages dans les communautés où se trouvent les écoles influencent également la reproduction de la violence liée à l'école.

Cependant, on manque de preuves sur les impacts de la violence liée à l'école, en raison de la persistance de normes sociales qui encouragent l'ignorance de la violence, de l'absence de mécanismes appropriés d'identification et de prise en charge, et du manque de données sur l'existence et les types de violence.<sup>35,36</sup> L'identification et la prise en charge des cas sont compliquées par la culture du non-signalement et la peur des représailles. Les familles préfèrent les solutions négociées aux procédures judiciaires pour protéger leurs enfants. Des études récentes montrent que dans les régions touchées par des taux élevés de violence scolaire fondée sur le sexe, la faible capacité des autorités locales à traiter ce problème est un facteur déterminant de sa perpétuation.<sup>37</sup>

L'analyse d'Harouna est ancrée dans la discussion générale autour de l'adoption récente du décret 935 sur la Protection, le Maintien et l'Accompagnement de la Scolarisation des Jeunes Filles (SCOFI) et les défis autour de l'application des directives du Ministère de l'Éducation Nationale. Harouna rapporte des cas de harcèlement sexuel à l'encontre de plusieurs filles par leurs pairs masculins. Faisant écho aux conclusions de Saley Ibrahim, Harouna constate que les écolières sont souvent victimes de harcèlement sexuel sur le chemin de l'école.

Un autre élément qui contribue à un environnement d'apprentissage médiocre est le manque de capacité ou de disponibilité des parents à s'impliquer de manière adéquate et active dans le parcours éducatif de leurs filles. Harouna explique qu'en raison du faible niveau d'alphabétisation de nombreux parents à Maradi, il leur est difficile de soutenir leurs enfants lorsque leurs résultats scolaires sont médiocres. Les parents de Maradi ont rarement les moyens d'engager des professeurs particuliers. Ce manque d'implication et de soutien des parents peut, à son tour, entraîner un manque d'intérêt et d'ambition pour l'école, ce qui se traduit par des taux d'absentéisme élevés chez les filles et des risques plus importants de les voir quitter l'école ou en être exclues.

Falmata Hamed Mallam Habba, sociologue, a mené une étude de cas sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans une école secondaire à Hamdallaye, au Niger. Elle a mis l'accent sur les difficultés rencontrées par les filles, notamment le manque d'éducation, de communication, la stigmatisation et l'absence d'infrastructures appropriées. Ses recherches mettent l'accent sur la corrélation entre l'absentéisme des filles et la gestion de l'hygiène menstruelle, et cherchent à identifier les obstacles en termes de connaissances, de comportements et de pratiques dans l'environnement scolaire. Elle soutient que l'État devrait élaborer des politiques et des normes appropriées pour la gestion de

---

<sup>35</sup>Institut de formation et de recherche démographiques - UNESCO (2017) "Analyse de la réponse à la violence de genre en milieu scolaire au Cameroun".

<sup>36</sup> Sarr, K.G. (2019) Évaluation finale Fonds de solidarité prioritaire (FSP) : FSP 2015-25 "Appui à la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire (VBMS)". rep. UNICEF(BRAOC).

<sup>37</sup> Devers, M., Nielsen, C.P. et Brody, R. (2018) PROMOUVOIR DES ESPACES SÛRS ET UN ENVIRONNEMENT ENABLISSANT POUR L'APPRENTISSAGE : APPROCHES MULTISECTORELLES POUR ÉLIMINER LA VSBG (études de cas en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Togo et au Cameroun). REP. FONDS DE SOLIDARITÉ PRIORITAIRE (FSP) - MEAE.

l'hygiène menstruelle, renforcer les capacités des enseignants et construire des infrastructures d'assainissement en collaboration avec les départements de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement et de la santé.

## RECOMMANDATIONS

- Passer d'un plaidoyer axé sur l'accès à l'éducation à un plaidoyer axé sur la qualité de l'éducation et l'inclusion.
- Plaider en faveur d'un changement systémique dans le système éducatif et promouvoir une éducation transformatrice en matière d'égalité entre les hommes et les femmes :
  - Mettre fin à toutes les formes de violence à l'école, y compris la violence sexiste à l'école.
  - Intensifier le recrutement d'enseignantes.
  - Réexaminer les programmes scolaires qui diffusent des normes sexospécifiques néfastes.
- Construire des installations scolaires pour prévenir l'absentéisme lié aux menstruations et intégrer des espaces dans les écoles pour dispenser une éducation sur les menstruations.
- Promouvoir une éducation culturellement pertinente.

### L'impact de la crise sécuritaire et des déplacements sur l'éducation des filles et le mariage des enfants

Deux études de cas ont documenté les expériences des filles déplacées à l'intérieur du pays, l'abandon scolaire précoce et le mariage des enfants au Burkina Faso et au Niger, ce qui a permis une analyse comparative entre les deux pays.

Au Niger, la jeune chercheuse Teoma Mamadou Ousseini, candidate au doctorat, a exploré le déplacement forcé et l'expérience des filles non scolarisées dans le département de Torodi. Les objectifs spécifiques étaient de 1) décrire l'impact du déplacement sur la scolarisation des filles, 2) identifier les défis auxquels sont confrontées les écolières déplacées, 3) mettre en évidence leurs stratégies de survie, et 4) décrire les stratégies existantes pour maintenir les filles déplacées à l'école. Ousseini a mené 17 entretiens avec des personnes impliquées dans la scolarisation des filles déplacées dans la commune, y compris des filles qui se sont réinscrites, leurs camarades de classe, des enseignants, des responsables de l'éducation, des acteurs humanitaires et des membres de la famille.

Ousseini fournit de plus amples informations sur la typologie des filles déplacées à Torodi :

1. Les filles déplacées avec leurs parents, qui ont pu poursuivre leur scolarité, ont été inscrites à l'école primaire. La plupart des familles ont été placées dans de petits camps et ont bénéficié du soutien d'ONG sous la forme de kits d'hygiène ou de cantines scolaires, d'autres ont été logées dans des maisons louées ou prêtées par la population locale.
2. Les filles vivant dans des familles d'accueil - la majorité des écolières déplacées dans cette situation sont des filles inscrites au collège.
3. Filles vivant avec un tuteur - toutes les filles interrogées et inscrites à l'école secondaire vivent avec un tuteur.

Au Burkina Faso, la jeune chercheuse Flora Koné, jeune diplomate et chargée de partenariat au sein de l'organisation non gouvernementale Action contre la faim, a mené des recherches sur l'impact de la crise sécuritaire sur l'éducation des filles dans le quartier de Pazani, à Ouagadougou, la capitale. Elle



s'est concentrée sur les filles déplacées à l'intérieur du pays et sur l'impact potentiel de leur départ massif de l'école.

Ses recherches mettent en évidence les lacunes de la réponse humanitaire, les risques auxquels les filles et les femmes sont exposées et le rôle des stratégies d'adaptation. Koné a mené 16 entretiens semi-structurés avec des communautés déplacées à Panzani, notamment des filles et des parents, des travailleurs sociaux, des organisations humanitaires, des institutions, des acteurs de la société civile, des chercheurs, des chefs d'établissement et des chefs religieux et traditionnels. Elle a également mené quatre discussions de groupe qui ont rassemblé plus de 200 femmes déplacées à l'intérieur du pays âgées de 18 à 60 ans.

### **Déplacements, fermetures d'écoles et éducation des filles**

Dans le département de Torodi, au Niger, les conflits armés entraînent un afflux massif de personnes déplacées. En mai 2022, OCHA a recensé 1 500 ménages déplacés dans le département. Les déplacements précipités poussent les populations à se déplacer dans un contexte de vulnérabilité, ce qui accroît considérablement la pression sociale. Les conflits armés et l'insécurité perturbent également le fonctionnement du système éducatif du département, avec notamment des fermetures d'écoles touchant plus de 12 000 élèves du primaire.<sup>38</sup>

A Torodi, comme dans les autres départements du Niger, les écoles primaires sont situées dans les villages administratifs, les collèges dans les communes et les lycées dans le chef-lieu du département. Cela signifie qu'il n'est pas possible d'accéder à l'ensemble du cycle scolaire au niveau du village. Pour avoir accès à l'ensemble du cycle scolaire, la population locale a mis en place des stratégies d'adaptation, envoyant souvent ses enfants chez un membre de la famille pour qu'ils poursuivent leurs études.

L'étude de cas de M. Koné montre comment le Burkina Faso a été plongé dans une spirale de violence depuis 2015. Entre octobre 2015 et début 2020, plus de 550 attaques de groupes armés ont été recensées, visant les populations civiles ou les forces de défense et de sécurité. Le nombre d'attaques a augmenté depuis, et l'intensification des déplacements a entraîné l'émergence de sites d'accueil temporaires (SAT) polyvalents, situés dans différents quartiers des villes d'accueil.<sup>39</sup>

La violence entraîne des déplacements massifs de population. Entre 2018 et 2020, les attaques contre la population civile ont entraîné le déplacement forcé de plus de 848 000 personnes. Environ 13 % des écoles du pays ont été fermées en raison de conflits armés. Le rapport de rentrée 2019 du ministère de l'Éducation (MENAPLN) montre que sur 33 383 élèves déplacés (44% de filles), seuls 17 705 (45% de filles) ont été réinscrits au début de l'année scolaire 2019-2020. Selon les données du rapport du Secrétariat technique pour l'éducation en situation d'urgence, les fermetures d'écoles ont touché 525 299 élèves - dont 249 173 filles - et 15 441 enseignants (dont 4 878 femmes).

Dans le quartier de Pazani, sur les 700 enfants recensés, plus de 500 sont en âge d'être scolarisés et plus de 60% sont des filles. Cependant, seuls 275 enfants sont scolarisés et 50 seulement ont payé leurs frais de scolarité. Plus de 55 % des enfants scolarisés sont des garçons. Une vingtaine de jeunes filles des classes du *Brevet d'Études du Premier Cycle* et du Baccalauréat sont déscolarisées.

Toutes les personnes interrogées dans le cadre de l'étude de cas de Koné ont souligné la gravité des traumatismes psychologiques résultant du conflit et le fait que les déplacements forcés sont souvent suivis de privations extrêmes. Les enfants et les adolescents sont souvent contraints de recourir à des stratégies d'adaptation négatives, comme la prostitution ou le recrutement dans des groupes armés

<sup>38</sup>Selon la lettre n° 05/21-22/ICEP Tdi du 13 novembre 2021, 93 établissements scolaires sur 154 ont été fermés dans le département, dont quatre collèges sur neuf. Cela signifie qu'un total de 508 élèves de l'enseignement secondaire n'étaient pas scolarisés. De même, 144 écoles primaires sur 251 ont été fermées, laissant 12 186 enfants du primaire - dont 5 917 filles - privés de leur droit à l'éducation (OCHA, 2022, [Les conflits et l'insécurité impactent la fréquentation scolaire dans des zones frontalières du Burkina Faso](#)),

<sup>39</sup> Éducation en situation d'urgence Rapport mensuel de données statistiques du 28 février 2023

non étatiques, ce qui peut avoir d'autres conséquences néfastes, comme des grossesses non désirées ou un risque accru d'infections sexuellement transmissibles.

La multiplication des attaques contre les écoles et la détérioration continue de la situation sécuritaire dictent désormais le rythme de fonctionnement des écoles, qui servent d'espaces sûrs pour protéger les enfants de la violence et des abus dans les zones particulièrement touchées par les conflits armés.<sup>40</sup> Les écoles peuvent également empêcher les enfants de s'engager dans des activités criminelles ou nuisibles, y compris l'association avec des groupes armés non étatiques par le biais d'un recrutement forcé.

## TERMES-CLÉ

### Déplacement

Le **déplacement préventif** est le déplacement de la population à la suite d'une évaluation des risques ou d'une augmentation du danger dans l'environnement proche - comme une attaque sur un village voisin. Ousseini déclare que tous les membres de la famille ont quitté leur village pour un autre village plus proche de - ou dans - la ville de Torodi en attendant que la situation en matière de sécurité se calme. En conséquence, les filles en âge d'aller à l'école voyagent avec leurs parents, ce qui les prive d'éducation. Même lorsque les familles déplacées retournent dans leur village d'origine, les écoles restent souvent fermées. Les filles touchées par les déplacements préventifs accusent un retard scolaire en raison de l'instabilité de leur vie.

Le **déplacement temporaire** est un déplacement de la population forcée de quitter ses terres sous la menace des groupes armés. Les filles qui sont temporairement déplacées sont souvent affectées par une interruption de leur éducation, souvent sur de longues périodes. Les familles peuvent inscrire leurs enfants dans l'école où elles ont été déplacées, mais dès que la situation se calme, elles ont tendance à retourner dans leur village d'origine où les écoles sont toujours fermées. L'éducation des filles est déstabilisée par le manque de cohérence au cours de l'année scolaire. Certains restent à la maison jusqu'à la fin de l'année et quittent définitivement l'école.

Les **déplacements permanents** concernent des personnes qui ont quitté leur village d'origine sans savoir si elles y reviendront. Ils adoptent des stratégies de survie comprenant de petites activités génératrices de revenus. Dans certains cas, la jeune fille aide ses parents en s'engageant dans le "Talla" (un petit commerce de jeunes en Hausa) qui implique souvent la vente de gâteaux, d'arachides, etc. Les filles sont également beaucoup plus impliquées dans les travaux domestiques pour subvenir aux besoins de leur famille. Ces activités prennent du temps, les filles ont donc très peu d'espace pour se concentrer sur leurs études et leurs résultats scolaires s'en ressentent.

En 2022, le département de Torodi au Niger a connu des déplacements et des écoles ont été fermées au milieu de l'année scolaire. Cette situation a entraîné une déscolarisation massive et précoce des jeunes filles. Lorsque les écoles ont rouvert, de nombreux parents ont décidé ou n'ont pas pu réinscrire leurs enfants dans leur village d'origine. Sur les 4 545 filles affectées par la fermeture des écoles, seules 1 358 ont été réinscrites. Ainsi, 3 461 filles précédemment inscrites dans les écoles primaires de Torodi sont restées non scolarisées pendant cette période.<sup>41</sup>

### L'insécurité exacerbe les comportements de surprotection à l'égard des filles et conduit les parents à être sélectifs dans les décisions relatives à l'éducation des enfants.

<sup>40</sup> MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABÉTISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES (2020) Plan d'urgence pour l'éducation au Burkina Faso 2020- 2021. UNICEF.

<sup>41</sup> Source des données : DDEN, 13 janvier 2023

Dans un contexte d'insécurité, les parents considèrent qu'il est plus important de protéger les filles que les garçons. Ils estiment qu'une fille qui poursuit ses études devrait voir ses besoins matériels satisfaits, mais ne peuvent souvent pas s'en assurer car l'insécurité entraîne des difficultés économiques. Ainsi, l'éducation des filles n'est pas une priorité. A l'inverse, les parents ont tendance à penser que les garçons peuvent plus facilement faire face à la situation, même s'ils doivent vivre loin de leurs parents.

Les parents peuvent décider de ne pas réinscrire leurs filles dans d'autres écoles parce qu'ils ne font pas confiance aux familles d'accueil pour s'occuper d'elles, en particulier pendant l'adolescence. Les parents se sentent plus à l'aise pour élever leurs filles seuls, en les protégeant de la "tentation sexuelle" ou des distractions de ce qu'ils appellent les "réalisations culturelles et traditionnelles". L'instabilité et l'insécurité renforcent la peur des parents face aux grossesses hors mariage.

Les parents et les filles des communautés exposées aux attaques ou au terrorisme des groupes armés non étatiques souffrent souvent de traumatismes individuels et collectifs. La plupart des filles et des garçons de Torodi ont été témoins ou ont vécu des événements traumatisants. Les effets psychologiques qui en résultent peuvent affecter de manière significative leur réintégration.

*"Ces enfants, lorsqu'ils retournent à l'école, sont vraiment traumatisés. Vous les verrez souvent isolés à l'école. Nous les comprenons vraiment. Par exemple, un jour, j'ai vu un enfant qui semblait perturbé et qui n'arrivait pas à suivre le reste de la classe. Je lui ai posé quelques questions pour savoir ce qui n'allait pas. Il m'a dit qu'il avait été informé que son ami avait été égorgé par les groupes armés. Imaginez que vous vous tranchiez la gorge. Il pleurerait, mais tout ce que j'ai pu faire, c'est de le ramener à la maison pour la journée".*

Un enseignant de Torodi, au Niger. Témoignage recueilli par Teoma Mamadou Ousseini

Il n'existe pas de programme de suivi psychologique pour les filles et les garçons qui ont été déplacés. En outre, les enseignants ne disposent pas de la formation ou des outils nécessaires pour aider les enfants souffrant de traumatismes psychologiques lorsqu'ils retournent à l'école.

Au-delà de la peur constante générée par l'insécurité, Koné affirme que la norme sociale qui privilégie l'éducation des garçons par rapport à celle des filles peut être amplifiée. Dans un contexte de fermeture des écoles, de saturation des capacités scolaires et de manque de moyens financiers, les filles sont les premières à quitter ou à être retirées de l'école.

*"Une fille qui étudie n'est pas aussi importante qu'un garçon qui étudie parce qu'elle est destinée à se marier et à être prise en charge par un homme. Cependant, le garçon doit se battre car il est appelé à devenir père et à prendre des responsabilités".*

Un père de famille déplacé, au Burkina Faso. Témoignage recueilli par Flora Koné

## **Pratiques prometteuses et lacunes dans les réponses des gouvernements à la crise de l'éducation pour les personnes déplacées et impact sur l'éducation des filles**

Pour relever le défi des enfants qui quittent l'école à cause des conflits armés, les autorités nigériennes ont mis en place des stratégies telles que la création de centres de regroupement scolaire et d'écoles d'accueil. Sous la direction des ministères de l'enseignement primaire et secondaire, le gouvernement nigérien a demandé à toutes les écoles d'accepter tous les enfants déplacés qui demandent à être inscrits tout au long de l'année scolaire.

Ces efforts politiques ont permis à de nombreux parents de réinscrire leurs enfants à l'école, mais le taux d'inscription a chuté quelques mois après la mise en œuvre de la stratégie de rétablissement de l'éducation pour les enfants déplacés.

*"Lorsque nous avons créé ces centres, nous avons même inclus certains d'entre eux dans le bush. Cependant, les parents pensaient que les filles recevraient des kits alimentaires et une couverture complète des coûts liés à leur éducation. Mais un mois ou deux plus tard, ces parents se sont rendu*

*compte que ce n'était pas le cas, et ils ont commencé à retirer leurs filles de l'école pour les garder à la maison".*

Une jeune fille leader, Torodi, Niger. Témoignage recueilli par Teoma Mamadou Ousseini

Ousseini a constaté que lorsque les filles déplacées de Torodi sont réinscrites à l'école, leurs résultats scolaires sont nettement inférieurs à ceux de leurs camarades de classe. Il n'existe pas de programmes de remise à niveau ou de réintégration, ni de conseils en matière de santé mentale pour les soutenir. La baisse des résultats scolaires qui en résulte est un facteur d'exclusion de l'école.

Certaines stratégies communautaires ont été mises en place, comme le décrit l'étude de cas d'Ousseini :

- Pendant les vacances, un cours d'été a été mis en place en collaboration avec des jeunes activistes, des jeunes filles leaders et des organisations non gouvernementales. En proposant des cours de remise à niveau, le programme visait à améliorer les résultats des jeunes déplacés au niveau de l'école primaire. Cependant, après quelques semaines, les inscriptions ont stagné et les élèves inscrits ont commencé à quitter l'école parce que le soutien que les parents attendaient - y compris la nourriture et les fournitures scolaires - n'était pas fourni.
- Les fournitures scolaires sont soutenues par les partenaires techniques et financiers de la Direction Départementale de l'Education. Toutefois, ce soutien est insuffisant, mal réparti et limité aux écoles primaires.
- Les filles déplacées à l'intérieur du pays qui se réinscrivent ont des difficultés à accéder aux soins de santé dans les écoles. Des organisations comme World Vision, APIS, Save the Children, l'UNICEF et d'autres soutiennent les personnes déplacées, mais il n'existe pas de stratégie spécifique pour les écolières déplacées à Torodi. Les deux types de problèmes de santé les plus fréquemment signalés dans l'étude de cas d'Ousseini sont les douleurs abdominales et les infections génitales.

Le Burkina Faso dispose d'une multitude de sites officiels et non officiels qui accueillent un grand nombre de personnes déplacées. Koné montre à quel point le gouvernement ne prend pas en compte les sites d'accueil non officiels pour les personnes déplacées, ce qui a un impact sur la capacité des filles à poursuivre leur éducation. La crise touche particulièrement les femmes et les enfants, qui représentent 84% des personnes déplacées.

Privées de revenus, de biens personnels et même de documents d'identité, la plupart des personnes déplacées ont du mal à satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment en matière d'hébergement, de sécurité alimentaire, de santé et d'eau. Dans le district de Pazani, la plupart des écoles sont privées, avec des frais de scolarité d'environ 30 000 francs CFA pour les classes primaires et entre 65 000 et 90 000 francs CFA pour les classes secondaires. Incapables de payer pour que tous leurs enfants aillent à l'école, les parents sont obligés de choisir, souvent au détriment de l'éducation des filles.

Sur les 275 enfants scolarisés à Pazani, plus de 40 % sont des filles qui étudient dans l'incertitude de ne pas pouvoir payer les frais de scolarité. Certaines des écolières déplacées ont déclaré qu'elles espéraient que des personnes de bonne volonté, des organisations caritatives, des associations ou des organisations les aideraient à payer leurs frais de scolarité.

*"Je suis souvent renvoyée pour non-paiement des frais de scolarité, mais chaque matin, je vais à l'école avec l'espoir que d'ici à ce que nous nous inscrivions à l'examen du baccalauréat, une personne bienveillante m'aidera en payant l'intégralité de mes frais de scolarité.*

Une écolière de 17 ans à Pazani, au Burkina Faso. Témoignage recueilli par Flora Koné

Koné évoque le soutien limité de l'État et l'échec de la mise en œuvre de la politique d'éducation d'urgence. Dans sa stratégie d'aide aux personnes déplacées, l'État privilégie les sites officiels.<sup>42</sup> Le site de Pazani, qui a accueilli plus de 1 300 personnes déplacées, n'est pas reconnu comme un site officiel. Lors d'une visite d'État à Pazani, le gouvernement a demandé aux personnes déplacées de retourner dans leurs lieux d'origine (Foubé, Barsalogo, Sirgadji, etc.). Cependant, selon les personnes déplacées, elles ne peuvent pas retourner chez elles en raison des traumatismes et de l'insécurité permanente qu'elles ont subis dans leur lieu d'origine.

Selon les personnes déplacées, la plupart des actions du gouvernement se limitent à des dons de nourriture ; les subventions scolaires sont rares. Dans l'étude de cas de Koné, plusieurs personnes déplacées se sont plaintes de cette situation.

*"Nous sommes ici depuis trois ans et je me souviens qu'une fois, ils [le gouvernement] sont venus partager des kits scolaires avec nos enfants, comme des sacs et des cahiers, sans se préoccuper de leur inscription dans des écoles primaires ou secondaires".*

Une mère déplacée à l'intérieur du pays, Pazani, Burkina Faso. Témoignage recueilli par Flora Koné

Koné cite un directeur d'école de la région, qui a déclaré qu'il était toujours prêt à aider les enfants déplacés à l'intérieur du pays, mais qu'il avait besoin de la bonne volonté de l'État pour soutenir l'école. Il a accueilli 94,5 % des personnes déplacées, dont 40 % de filles, mais malgré sa demande de soutien gouvernemental, le manque de financement de l'État ne lui a pas laissé d'autre choix que d'expulser certains élèves, malgré leurs excellents résultats :

*"L'école ne peut fonctionner qu'avec les fonds provenant des frais de scolarité des étudiants et une institution qui présente des déficits en matière de frais de scolarité est nécessairement une institution en voie de disparition.*

Directeur d'école de Pazani, Burkina Faso. Témoignage recueilli par Flora Koné

Plusieurs acteurs non étatiques ont soutenu l'éducation des filles déplacées. Koné donne l'exemple de Credo, une organisation non gouvernementale qui a aidé plus de 70 enfants à aller à l'école en 2019, en leur apportant un soutien matériel. Ils ont également aidé les parents à trouver des parrains pour un soutien à plus long terme.

D'autres actions isolées sont menées par des acteurs tels que l'Association pour le Bonheur des Personnes Nécessiteuses (ABPN), qui a fourni des transferts d'argent à une douzaine de filles - principalement au niveau primaire - en 2022. Le réseau des jeunes du ministère de l'action humanitaire a également pris en charge les frais de scolarité de 11 jeunes filles à Pazani en 2022. Toutefois, ces efforts d'éducation d'urgence risquent de ne pas être durables.

### **Les expériences des filles déplacées à l'intérieur du pays qui se réinscrivent à l'école et des filles non scolarisées**

Pour les filles qui ont été déplacées à l'intérieur du pays, les traumatismes psychologiques, le sentiment d'insécurité et de liberté restreinte, la séparation des familles et la crainte de ne pas pouvoir satisfaire les besoins fondamentaux se traduisent souvent par un manque de concentration et de motivation à l'école. Les filles font également état de la violence psychologique que représente le fait de ne pas pouvoir faire aussi bien que les autres camarades de classe, ou de ne pas avoir accès au même confort. La frustration liée à la privation, en particulier, conduit certaines filles déplacées à l'intérieur du pays à adopter d'autres stratégies pour accéder aux ressources financières, au détriment de leur éducation.

---

<sup>42</sup> Ouagadougou n'est pas un site officiel pour l'accueil des personnes déplacées. Les sites sont situés dans la Boucle du Mouhoun, le Centre-Nord, l'Est, le Nord et le Sahel.



### La vie d'une jeune fille déplacée de force à Torodi, au Niger

Récit de vie recueilli par Teoma Mamadou Ousseini.

Halimatou est une jeune fille déplacée de 16 ans originaire de la commune de Tchouridi, dans le département de Torodi. Sa communauté a été touchée par une augmentation de la violence des groupes armés, qui a entraîné la fermeture des écoles. Pour permettre à Halimatou de poursuivre ses études, ses parents ont décidé de l'envoyer à Torodi dans une famille d'accueil.

Halimatou rencontre plusieurs difficultés dans la poursuite de ses études. Elle explique qu'elle ne dispose pas du matériel pédagogique nécessaire pour se préparer correctement aux examens à venir. Elle a également le sentiment de ne pas être au même niveau de compréhension que ses camarades de classe, qui vivent dans la ville de Torodi. Elle n'a pas d'argent pour acheter des livres, ses parents n'en ont pas les moyens et son tuteur à Torodi n'a pas les ressources nécessaires pour l'aider au-delà de ce qu'il fait déjà pour elle.

*"Chaque matin, je fais une longue marche avant d'arriver à l'école. La maison où j'habite se trouve d'un côté, tandis que mon école se trouve de l'autre côté. Je marche 30 minutes pour aller à l'école. Je n'ai pas d'argent pour payer un goûter pendant la récréation. Je dois attendre de rentrer à la maison pour manger quelque chose".*

En raison de la destruction des réseaux téléphoniques par les groupes armés, les jeunes filles déplacées ont souvent du mal à accéder aux informations relatives à leur village ou à leur famille. Pour accéder à l'information, Halimatou se rend au marché hebdomadaire de Torodi, où elle attend toute la journée de trouver des habitants de son village susceptibles de partager des informations provenant de chez elle.

L'accès limité aux ressources financières pour les familles et les filles déplacées joue un rôle décisif dans l'expérience des filles. Les parents qui restent dans les villages touchés par le conflit n'exercent pas d'activités génératrices de revenus et disposent de peu d'argent liquide. Pour faire face à la situation économique, certaines filles déplacées se rendent au marché de Torodi pour vendre des articles, sans garantie de gagner suffisamment d'argent. Elles peuvent également être amenées à soutenir leur famille en effectuant des travaux domestiques rémunérés, ce qui les empêche souvent de rester à l'école.

La vulnérabilité économique des filles déplacées à l'intérieur du pays peut également les exposer au commerce du sexe. Les filles déplacées ont un accès limité, voire inexistant, à l'information sur les risques et les conséquences des relations sexuelles transactionnelles, notamment en ce qui concerne leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs. Bien que les données soient limitées, des grossesses non désirées chez les adolescentes sont signalées à Torodi et la stigmatisation, ainsi que les circonstances complexes entourant les grossesses chez les adolescentes et/ou hors mariage, constituent des obstacles importants à l'éducation des filles déplacées.

Dans son étude de cas, Mme Koné examine comment l'abandon massif des filles déplacées à l'intérieur du pays à Pazani compromet leur avenir et entraîne des conséquences telles que le mariage des enfants, l'exploitation et le travail des enfants. La crise sécuritaire a considérablement augmenté les risques de mariages d'enfants, de mariages précoces et de mariages forcés, certains exprimant des craintes quant à l'augmentation du nombre de mariages d'enfants en raison de l'aggravation de la pauvreté.

Selon une personne interrogée dans le cadre de l'étude de cas de Koné, le mariage des enfants est apparu comme une solution prévisible pour avoir "une bouche de moins à nourrir". D'autres

personnes interrogées ont insisté sur le fait qu'une fille qui ne va plus à l'école et qui ne travaille pas doit être mariée. À Pazani, des dizaines de filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, souvent après avoir quitté l'école en raison de l'insécurité et de ses conséquences dévastatrices.

Dans le contexte des déplacements forcés, les enfants - en particulier les filles - sont plus susceptibles d'être victimes de violences sexuelles, notamment de viols, de tentatives de viol, de harcèlement sexuel, d'agressions sexuelles, d'exploitation et d'abus sexuels, d'esclavage sexuel et/ou de traite des êtres humains, et de rapports sexuels transactionnels et de survie. Au Burkina Faso, plus de 6 % des cas d'abus sexuels signalés se sont produits pendant le déplacement.

## ÉTUDE DE CAS

### L'impact du mariage des enfants en tant que stratégie d'adaptation négative lors d'un déplacement au Burkina Faso

Mariam a 16 ans et a fui les conflits armés dans la région du Sahel pour se réfugier à Pazani. Son village a été attaqué alors qu'elle était en quatrième année. En raison de multiples conflits et menaces, son école a été fermée et elle a fui avec sa famille.

Une fois à Ouagadougou, les parents de Mariam ont utilisé les ressources provenant de la vente du bétail pour envoyer ses deux frères à l'école. Ils ont pensé qu'il valait mieux que Mariam se marie pour réduire le nombre de bouches à nourrir, même si elle voulait retourner à l'école. Elle est devenue mère célibataire au foyer après le départ de son mari. Elle est désormais chef de famille.

## RECOMMANDATIONS

1. Renforcer les mécanismes de prise en charge des personnes déplacées en enregistrant celles qui vivent dans des sites officiels et informels.
2. Renforcer la mise en œuvre et le financement des politiques d'éducation d'urgence en mettant l'accent sur une approche intégrée/transformatrice pour les filles déplacées à l'intérieur du pays.
3. Veiller à ce que les voix des filles déplacées à l'intérieur du pays soient rigoureusement et systématiquement prises en compte dans les politiques et les programmes.
4. Renforcer le soutien aux acteurs du secteur de l'éducation afin de mieux prendre en charge les filles qui ont été déplacées.
5. Intégrer la santé mentale dans la réintégration scolaire des enfants déplacés.

## RECOMMANDATIONS POUR RENFORCER LA RECHERCHE MENÉE PAR LES JEUNES

Les jeunes chercheurs ont formulé des recommandations spécifiques à l'intention des décideurs locaux, des gouvernements nationaux et des organisations et réseaux de la société civile - en particulier les coalitions nationales pour l'éducation et la lutte contre le mariage des enfants - au Burkina Faso et au Niger. Celles-ci ont été décrites dans chaque section du rapport et sont résumées dans la conclusion ci-dessous.

Les recommandations suivantes sont basées sur les conclusions des jeunes chercheurs. Ils fournissent des conseils spécifiques à Filles, Pas Epouses et LASDEL - ainsi qu'à d'autres organisations travaillant dans les domaines de l'éducation et du mariage des enfants - pour améliorer la recherche et les efforts de plaidoyer menés par les jeunes aux niveaux local, national et régional.

1. Renforcer les capacités de plaidoyer des jeunes chercheurs.
2. Poursuivre le travail avec les jeunes chercheurs, afin que les documents finalisés puissent être utilisés dans les actions de plaidoyer au niveau national et international.
3. Favoriser la mise en réseau des jeunes chercheurs avec d'autres jeunes militants engagés dans la recherche et le plaidoyer dans d'autres régions et domaines thématiques.
4. Allouer plus de temps à la recherche et renforcer les processus de mentorat.
5. Veiller à ce que les jeunes chercheurs disposent des outils TIC appropriés pour mener leurs recherches et participer aux formations.
6. Aider les chercheurs à accéder à la littérature et à la documentation pertinentes.
7. Utiliser les résultats des travaux des jeunes chercheurs pour étayer les efforts de sensibilisation aux niveaux local, national et international.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Ce document s'appuie sur des études de cas menées par neuf jeunes chercheurs du Burkina Faso et du Niger sur deux questions interdépendantes et urgentes en Afrique de l'Ouest : le mariage des enfants et l'éducation des filles. La recherche vise à créer un environnement favorable permettant aux groupes sous-représentés d'exprimer leurs préoccupations et d'être visibles dans les processus décisionnels. La recherche est basée sur un cadre conceptuel décolonial et féministe, incorporant la théorie féministe, la recherche activiste et l'analyse critique du discours.

Les résultats de la recherche sont destinés à soutenir les efforts de plaidoyer et d'élaboration de politiques pour lutter contre le mariage des enfants et l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest. La recherche remet également en question les notions conventionnelles relatives à la validité des connaissances en offrant aux jeunes défenseurs la possibilité de participer à la production et à la diffusion des connaissances. Cette conclusion résume les conclusions et les recommandations formulées par les jeunes chercheurs.

### **Donner la parole aux filles pour faire évoluer le discours sur les normes sociales en matière de mariage des enfants et d'éducation des filles**

Dans la première partie, les jeunes chercheurs ont procédé à un examen critique de l'action des filles et de la dynamique générale du pouvoir dans les processus de prise de décision concernant le mariage des enfants et l'éducation des filles. Cette section nous permet de mieux comprendre comment certaines normes sociales rigides et la pression des pairs exacerbent le risque de mariage des enfants et le manque d'accès des filles à l'éducation.

L'étude sur la participation des filles aux processus décisionnels en matière de mariage d'enfants se concentre sur la représentation idéaliste persistante du mariage, largement diffusée par les médias de masse et les médias sociaux, qui lui donne la priorité sur d'autres voies de réussite pour les filles. La vision du mariage des enfants et de l'éducation des filles au sein de la communauté et parmi les parents est également influencée par des préoccupations d'exclusion et le besoin de protection sociale.

**Comme points d'entrée dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, les chercheurs soulignent l'importance de :**

1. Promouvoir des modèles féminins qui ont réussi sur le plan académique et professionnel, afin que les filles puissent s'identifier à eux et adapter leurs propres aspirations.

2. Utiliser les technologies de l'information et de la communication et les plateformes médiatiques pour modifier le discours dominant sur le mariage des enfants, en mettant particulièrement l'accent sur les avantages de l'éducation des filles.
3. Renforcer la pertinence culturelle des efforts de plaidoyer des communautés, en promouvant le développement de nouveaux récits autour du mariage des enfants et de l'éducation des filles.

### **Vers une approche intégrée et inclusive du soutien aux filles impliquées dans le travail rémunéré et non rémunéré**

Dans la deuxième partie, les jeunes chercheurs ont étudié l'impact des facteurs économiques sur l'éducation des filles et le mariage des enfants. La section décrit en détail leur implication dans les travaux domestiques et leur participation à des activités génératrices de revenus, qui limitent leurs possibilités d'éducation et augmentent le risque de mariage d'enfants.

Les jeunes chercheurs affirment que l'engagement des filles dans des activités économiques peut être lié à la nécessité de faire face aux dépenses familiales quotidiennes, aux crises sanitaires imprévues et à la responsabilité de l'éducation des enfants plus jeunes dans des contextes de pauvreté multidimensionnelle et de crises liées au changement climatique. Cette section examine en profondeur les expériences des filles qui 1) vont à l'école et effectuent un travail domestique rémunéré ou non ; 2) ont quitté l'école pour travailler à plein temps comme employées de maison ; et 3) n'ont jamais été à l'école et travaillent à plein temps comme employées de maison.

**Les principales recommandations visant à atténuer l'impact du travail rémunéré et non rémunéré effectué par les filles sont les suivantes :**

1. Plaidoyer en faveur d'une aide globale pour les dépenses liées à l'éducation des filles qui courent le plus grand risque d'interrompre leur éducation, couvrant les frais de scolarité, le matériel d'apprentissage et d'autres coûts connexes.
2. Améliorer l'accès à l'éducation pour les filles qui sont mariées, qui élèvent des enfants et/ou qui ne sont pas encore scolarisées
3. Plaidoyer en faveur des possibilités de formation professionnelle pour les filles.

### **Un appel pour une éducation de qualité, inclusive et culturellement pertinente**

Dans la troisième partie, les jeunes chercheurs montrent comment l'accès des filles à l'éducation et la protection contre le mariage des enfants sont influencés par la qualité de l'environnement d'apprentissage. Ils ont également étudié la perception qu'ont les communautés des écoles en tant que lieux d'immoralité et environnements défavorables à l'assimilation des femmes dans la société. La demande d'éducation des garçons est plus élevée que celle des filles en raison des coûts d'opportunité élevés pour les filles. La croyance dominante selon laquelle il est plus sûr de marier les filles que de poursuivre des études est également renforcée par l'augmentation de la violence à l'école et la baisse de la qualité de l'apprentissage et de l'infrastructure scolaire.

**Les jeunes chercheurs insistent sur ce point :**

1. Un changement fondamental dans l'orientation des efforts de plaidoyer, passant d'une focalisation sur l'accès à l'éducation à une focalisation sur la promotion de la qualité et de l'éducation inclusive.
2. La mise en œuvre de réformes structurelles dans le système éducatif afin de favoriser une éducation transformatrice en matière de genre et de repenser les infrastructures et l'environnement scolaires pour atténuer l'absentéisme des filles.

3. L'avancement de l'éducation culturellement pertinente.

### **Sauvegarder les droits des filles déplacées à l'intérieur du pays grâce à l'éducation dans les situations de conflit**

Dans la quatrième partie, deux jeunes chercheurs expliquent comment les conflits armés ont entraîné des déplacements massifs de population et la fermeture d'écoles, entraînant une détresse psychologique et des privations qui touchent les filles de manière disproportionnée. Ils notent également une disparité importante entre les filles et les garçons en matière d'abandon scolaire précoce, les parents craignant particulièrement pour la sécurité des filles.

Les gouvernements ont mis en place plusieurs initiatives de redressement, mais n'ont pas abordé de manière adéquate les défis auxquels sont confrontées les filles déplacées. Par exemple, le soutien matériel n'est pas suffisant et les filles ont souvent du mal à obtenir des résultats scolaires. La crise sécuritaire entraîne un risque de mariages forcés et de violences sexuelles. Malgré ces défis, il existe des pratiques prometteuses et des lacunes dans les réponses des gouvernements à l'éducation dans les situations d'urgence.

#### **Voici quelques recommandations essentielles :**

1. Renforcer l'efficacité des systèmes de prise en charge des personnes déplacées en assurant l'enregistrement des personnes déplacées résidant dans des sites officiels et informels.
2. Améliorer la mise en œuvre et le financement des initiatives d'éducation d'urgence, en mettant l'accent sur une approche holistique et sexospécifique pour les filles déplacées.
3. Inclure soigneusement et systématiquement les perspectives des filles déplacées à l'intérieur du pays dans les politiques et les programmes.
4. Accroître le soutien de l'État aux acteurs du secteur de l'éducation qui s'efforcent d'améliorer le bien-être et l'autonomisation des filles déplacées à l'intérieur du pays.
5. Intégrer les aspects de santé mentale dans la réintégration scolaire des enfants déplacés.